

Lukas Stella

L'invention de la crise

Escroquerie sur un futur en perdition



Questions contemporaines

L'Harmattan

Lukas Stella

**L'INVENTION
DE LA CRISE**

*Escroquerie
sur un futur en perdition*

Lukas Stella

L'INVENTION DE LA CRISE

*Escroquerie
sur un futur en perdition*

L'Harmattan

Du même auteur

ABORDAGES INFORMATIQUES

Croyances informatisées dans l'ordre des choses marchandes
Éditions du Monde libertaire - Alternative Libertaire 2002.

STRATAGÈMES DU CHANGEMENT

de l'illusion de l'invraisemblable à l'invention des possibles
Éditions Libertaires 2009

À Claire et à ma fille.

*Pour tous les inventeurs d'incroyances
que n'arrête pas l'invraisemblable.*

GUERRE OUVERTE

« Nous sommes la proie de gestionnaires de faillite, avides d'engranger des derniers profits à court terme en surexploitant des citoyens, invités à combler, au prix d'une vie de plus en plus précaire, le gouffre sans fond du déficit creusé par les malversations bancaires. »

RAOUL VANEIGEM, *L'ÉTAT N'EST PLUS RIEN, SOYONS TOUT*

L'escroquerie du temps décompté se précipite, l'espace se restreint aux marchandages et aux spéculations, notre survie s'amenuise dans la restriction. Crever d'une lente agonie ou s'insurger sans savoir où l'on va, il semble qu'il n'y aurait plus d'autre choix.

Si le temps n'est que le déroulement d'un film dont la réalisation serait programmée par le scénario d'une catastrophe annoncée, tout libre choix ne serait qu'illusion. Si le temps coule librement, dérivant au gré des situations, où chaque moment contient toutes les éventualités concevables de choix, alors il peut y avoir un nombre infini de mondes réalisables.

Quand tout va mal, c'est la faute à la crise, à la fatalité de mauvaises conditions qu'on espère temporaires, la faute à la techno-structure, aux vices cachés d'un système toujours perfectible. Il n'y a plus de coupables, car plus personne n'est responsable de quoi que ce soit. On voudrait nous faire croire que ceux qui ont

pris les décisions qui nous ont amenés à cette situation n'auraient pas eu le choix, que tout cela était inévitable. Personne ne croit plus à un avenir acceptable. Et comme le prédisaient les punks, il n'y a plus de futur sinon catastrophique.

En état de crise, on nous dit que c'est la faute aux banques si tout va mal, mais qu'il faut absolument les sauver sinon tout s'écroulera, et qu'il ne faut absolument pas les réguler si l'on veut qu'elles restent compétitives. Les banques sont devenues de grands groupes financiers, machines de guerre de première ligne, centre d'un système financier hypertrophié extrêmement opaque, dont personne ne connaît précisément l'ampleur.

« Jamais un groupe d'intérêt aussi puissant que celui qui s'est constitué autour de la finance ne renoncera de lui-même au moindre de ses privilèges, seule peut le mettre à bas la force d'un mouvement insurrectionnel – puisqu'il est bien clair par ailleurs qu'aucun des partis de gouvernement, nulle part, n'a le réel désir de l'attaquer. »

FRÉDÉRIC LORDON

Les gouvernants tentent de sauver les apparences en ruinant un peu plus l'avenir. Ils voudraient nous faire croire qu'ils peuvent encore tout sauver, alors que tout semble déjà compromis. Taxer les transactions financières ne servirait à rien, car cela les ferait disparaître dans l'illégalité. La plupart des flux financiers internationaux sont invisibles, non taxables, non imposables, non contrôlables. Ils transitent de gré à gré par des paradis fiscaux. Tout au long de la crise, plus de 14 000 milliards de dollars ont été empruntés au futur, et devront être remboursés par les populations.

Aucune mesure efficace n'a été prise pour contrôler les fonds spéculatifs, ni pour réguler l'évasion fiscale. Les puissances financières dictent leur loi et imposent aux populations toujours plus d'austérité et de régression, afin d'augmenter sans fin leurs profits démesurés. Avec la mondialisation et l'informatisation générale du système, l'aristocratie financière s'est emparée, avec l'aide des États, de tous les pouvoirs sur une société devenue planétaire.

Il y aurait actuellement plusieurs millions de milliards de dollars de transactions financières spéculatives sur le marché des changes et produits dérivés de gré à gré. Un trou noir de dettes sans fin qui représentent des volumes entre vingt et cinquante fois le PIB mondial, et peut-être bien plus, car la grande majorité de ces transactions s'effectuent par l'intermédiaire de plusieurs paradis fiscaux et judiciaires, rendues ainsi, indétectables. Ces spéculations démesurées échappent de la sorte à tout contrôle et à toute comptabilité. Les ultrariches, trafiquants mondiaux de la haute finance toute puissante, utilisent la crise qu'ils ont provoquée pour désindustrialiser l'occident, détruire l'Europe pour se l'approprier, appauvrir les classes moyennes et prolétariser toutes les couches de population, excepté leur petite caste de quelques centaines d'usurpateurs qui profitent du trouble pour rafler tout ce qui peut-être ramassé. Ils appellent ça la révolution finale. Ils ne veulent ni stabilité ni prospérité ni autosuffisance, mais un contrôle généralisé des populations appauvries. Ils veulent que vous soyez entièrement occupés à travailler pour les plus puissantes des multinationales, et complètement préoccupés à essayer de survivre sans jamais défier leur pouvoir absolu sur le monde.

Barack Obama compare la situation actuelle à un « *Armagedon financier* », terme biblique mentionné dans le livre de l'Apocalypse, c'est un lieu symbolique du combat final entre le bien et le mal, batailles catastrophiques d'ampleur planétaire. La crise c'est la guerre ouverte de la haute bourgeoisie, seul maître de la finance mondiale, contre toutes les autres couches de la population, y compris la petite bourgeoisie qui paye déjà le prix de la récession économique, qui n'en est pourtant qu'à ses débuts.

Cette aristocratie financière ne se laissera pas contrôler par des États esclaves de leurs dettes, emprunts dont elle est elle-même la créditrice, et se battra jusqu'au bout pour défendre ses privilèges sans limites, car elle en a les moyens, tant que le système fonctionne encore, un tant soit peu.

Après avoir donné toutes les libertés aux trafics financiers, hors de tout contrôle, les États ont pu volontairement s'endetter à des taux prohibitifs, auprès de ces mêmes financiers, ce qui les a placés en position de dépendance envers leurs créiteurs. Maintenant proches de la faillite, les États ont perdu leur pouvoir de décision, dépendant du bon vouloir des agences de notation, qui ne sont en fait que des instruments aux mains de la haute finance. La menace d'une faillite généralisée oblige les États à imposer une politique d'état d'urgence, balayant la démocratie parlementaire au passage, appliquant une dictature mondiale qui instaure cette nouvelle forme de capitalisme financier, construit sur l'illusion d'une crise perpétuelle.

Tout espoir de reprise économique mondiale significative et durable s'est dorénavant évanoui. Il n'y a effectivement pas d'alternatives à la récession si l'on reste soumis à l'emprise des marchés financiers où certains gagnent des fortunes en spéculant sur les dettes, et en pariant sur la confusion et l'incertitude. Les dettes des États sont des inventions conçues pour que les dettes des banques deviennent les dettes des populations. La réalité de la crise est une réalité virtuelle conçue pour faire accepter l'état d'urgence, décrété pour généraliser la soumission volontaire aux nouvelles contraintes indispensables à la restructuration du capitalisme financier triomphant.

Comme une nouvelle guerre virtuelle contre un ennemi invisible, la crise mondiale nous menacerait, la Nation serait en péril, des mesures exceptionnelles sont prises pour sauver le pays, les droits et les libertés peuvent être restreints, l'unité de la nation contre le spectre de la crise est devenue obligatoire. La « *règle d'or* » est le mot d'ordre d'État auquel tout le monde doit se plier, afin d'accepter sans concessions l'austérité généralisée et la récession autodestructrice.

Le monde objectif tel que nous croyons le percevoir est notre invention, car il dépend de notre point de vue sur la situation. Percevoir avec les yeux du spectacle de l'économie, c'est déjà construire la réalité de l'état d'urgence, avec ses impératifs et ses

restrictions. Sans jamais avoir conscience que notre façon de voir le monde, dépend du point de vue que l'on a adopté au départ, on considère donc comme allant de soi que tout le monde doit voir les choses de cette façon.

Nos modèles économiques de perception déterminent nos représentations du monde, ainsi que les prévisions catastrophiques que nous projetons dans cette réalité en crise. Une vérification de nos représentations est ainsi prise pour une vérification réelle et réussie dans ce monde concrètement inventé. Le fait même de porter une information sur le futur dans le présent est une prédiction qui engendre une réalité nouvelle en modifiant la perception du présent. L'inconnu du futur est interprété sur le modèle des prévisions projetées, et c'est cet autoréférencement qui permet de construire une vérité à toute épreuve. L'objectivité dépend de l'objectif fixé.

Dès que l'on prend des suppositions pour des données établies et vérifiées, l'idée même de les remettre en question n'est plus accessible. Tout système de croyances, une fois accepté et incorporé, est posé comme étant irréfutable, car il se vérifie par lui-même. L'incertitude de la connaissance est alors remplacée par la certitude de la croyance.

Une supposition que l'on croit vraie crée la réalité que l'on a supposée. La prédiction engendre la réalité qui va la générer, la solution finale crée le problème présent, la catastrophe crée la crise. L'important, dans le fait d'accepter un point de vue comme une réalité telle qu'on se l'est présentée, c'est que l'on considère, non seulement ce point de vue, mais aussi tout le reste, en fonction de cette acceptation.

« Accepter une croyance et l'intégrer dans une conception du monde, c'est perdre la capacité de revenir en arrière et de la remettre en question. »

GABRIEL STOLZENBERG, *L'INVENTION DE LA RÉALITÉ*

La crise inventée et répandue en continu par les organes de pression du spectacle dominant, devient véritablement réelle seulement si celui qui la perçoit croit aveuglément à cette inven-

tion. Une prédiction perçue comme une hypothèse ne peut plus se vérifier d'elle-même. C'est alors que la possibilité de remettre en cause le point de vue dominant, de désobéir et de jouer un jeu tout autre peut devenir réalisable. L'hérétique a donc toujours la possibilité de choisir, ce qui lui permet de vivre comme bon lui semble de manière autonome, utilisant les situations à son avantage, tout en s'auto-organisant et s'émancipant avec les autres.

L'ACHÈVEMENT DU CAPITALISME

Le capitalisme qui s'est imposé à la société par la prise de pouvoir de la bourgeoisie, est un système construit sur la propriété privée des moyens de production, l'esclavage salarial et le profit tiré de la plus-value du travail, de la concurrence, de l'accumulation de l'argent et du capital, des marchés boursiers et de la spéculation financière...

L'argent règne maintenant partout, et sa mesure universelle évalue toute chose, toute activité et toute relation. L'argent est devenu la seule unité de mesure qui évalue abstraitement toute valeur par le nombre, transformant tout en marchandise. Toute qualité est réduite à une évaluation quantitative, une différenciation abstraite séparée de son usage et de son utilité humaine. Tout rapport humain n'est plus que rapport marchand, et c'est ainsi que le désir de changer et le plaisir de vivre ont été réduits à l'état de marchandises dont on tire profit. L'argent est l'outil qui crée et contrôle les inégalités. Il exprime la volonté de pouvoir, la pulsion à cannibaliser la force vitale et l'intelligence des autres. L'argent ne vaut que la croyance qu'on lui porte, sa valeur n'est pas que l'illusion spectaculaire de la marchandise, mais bel et bien le réel esclavage à la dictature économique et financière de la classe bourgeoise.

L'usurpation des richesses par un petit groupe dominant la société provient au départ, de l'appropriation de la force de travail contre de l'argent, et du vol d'une partie du temps de travail, la plus-value, qui n'est pas payée par les propriétaires de la production.

« Tandis que le travail aliéné arrache à l'homme l'objet de sa production, il lui arrache sa vie ».

KARL MARX, *MANUSCRITS DE 1844*.

L'esclavage salarial transforme la libre activité productive et créative de l'homme en travail aliéné forcé, imposé aux producteurs afin qu'ils puissent survivre avec le minimum de moyens d'existence, toujours insuffisants.

« Le travail est extérieur à l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il n'appartient pas à son essence, que donc, dans son travail, celui-ci ne s'affirme pas mais se nie, ne se sent pas à l'aise, mais malheureux, ne déploie pas une libre activité physique et intellectuelle, mais mortifie son corps et ruine son esprit. »

KARL MARX, *MANUSCRITS DE 1844*.

C'est alors que s'instaure un peu partout le salaire au mérite, récompense d'une bonne soumission à l'esclavage du travail. Il faudrait gagner toujours plus en marchant sur la tête des autres, mais il ne peut y avoir de mérite dans la barbarie. Sous les pressions autoritaires des usurpateurs de la plus-value, le salaire fait de l'activité humaine une marchandise profitable, le travail devenant de l'argent, et l'argent la seule valeur d'échange, le seul lien social entre individus, la seule logique de la société.

« Une conséquence immédiate du fait que l'homme est rendu étranger au produit de son travail : l'homme est rendu étranger à l'homme. »

KARL MARX, *LE CAPITAL*

Quand l'homme est séparé de sa propre production, il en est dessaisi, son activité ne lui appartient plus. Son rapport aux autres lui échappe et il se retrouve étranger parmi les siens. Extérieur à son propre monde, celui-ci peut alors être représenté comme une immense accumulation de marchandises mises en spectacle.

Ce système d'exploitation des populations est légitimé comme étant incontournable, et justifié par des théories économiques abstraites, comptabilisées et démontrées mathématiquement sous un label de vérité à prétention scientifique, qui n'est autre que l'idéologie de la classe dominante, sa technique de conditionnement, sa propagande d'asservissement.

Le capitalisme actuel fonctionne sur les mêmes bases qu'à l'époque de Marx, mais il a considérablement évolué depuis 40 ans. À partir de cette période, afin de diviser le mouvement ouvrier pour mieux régner, l'entreprise traditionnelle, unitaire et hiérarchisée, se disloque en centres de profits décentralisés ou indépendants. Dans les années 70, le taux de profit baisse, mais est très vite compensé par un renforcement de l'exploitation de la force de travail au moyen de la flexibilité, du chômage et de la précarité. L'indexation des revenus salariaux, l'échelle mobile des salaires et le pouvoir d'achat, qui protégeaient la population des effets de la hausse des prix, sont progressivement éliminés, ainsi tombe le dernier obstacle à la captation des profits de la croissance par la finance.

« La dictature du profit a automatisé le travail non pour en affranchir ses esclaves mais pour accroître le capital affecté à la spéculation boursière. »

RAOUL VANEIGEM, *MODESTES PROPOSITIONS AUX GRÉVISTES*.

En remettant en cause le compromis social d'après-guerre, les financiers font dériver vers eux les gains de productivité, soit plus de 75 % en 30 ans, ainsi que les bénéfices de la croissance et des progrès technologiques. Payer moins cher les producteurs en améliorant la productivité est le meilleur moyen d'augmenter la plus-value qu'on peut tirer du travail. Les firmes sont alors allées produire là où la main-d'œuvre est la moins chère. Elles ont délocalisé à tout va, pour augmenter leurs profits afin de répondre aux exigences des actionnaires qui en demandaient toujours plus. Le rendement des capitaux (ROE), imposé aux entreprises comme une norme par les pouvoirs financiers, tourne autour de 15 à 25 %, il a été multiplié par trois en 30 ans et augmente d'année en année.

« Le capital est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage. »

KARL MARX, *LE CAPITAL*.

L'énormité des plus-values ainsi réalisées, s'ajoutant aux sommes fabuleuses réalisées grâce aux spéculations sur les énergies et les matières premières, a gonflé la masse globale d'argent bien au-delà des possibilités d'achat. Les bénéfices accumulés par la haute bourgeoisie ont dépassé dans des proportions démesurées les limites réelles de l'économie. Même en achetant tout ce qui se trouvait sur le marché mondialisé, il y en avait trop. Il fallait utiliser ces gigantesques richesses usurpées aux populations, en dehors de l'économie réelle. C'est alors que les trafics financiers se sont effectivement emballés.

« Tout capital semble doubler et parfois tripler du seul fait que lui-même ou des créances passent de main en main en revêtant des formes différentes. La plus grande partie de ce capital est purement fictive. »

KARL MARX, *LE CAPITAL*

Toute économie a besoin de croître pour se maintenir, et pour cela elle a besoin de toujours plus de monnaie en circulation. Faire des profits en vendant des marchandises ne peut se faire que s'il y a plus de monnaie à l'arrivée qu'au départ. C'est ainsi que l'économie se développe en s'endettant, car c'est par la création de dettes que l'on crée de la monnaie. Un système de crédit complexe utilise ces liquidités surabondantes, dans un cataclysme spéculatif sans limites, caché dans des procédures hors contrôle (produits dérivés, titrisation, marché de gré à gré, vente à couvert, effet de levier...), dissimulé derrière des sigles anglais abstraits (LBO, MBS, OCT, CDO, CDS, ABS, ROE...), puis mis à l'abri dans les paradis fiscaux et réglementaires.

Les trafics financiers se sont très vite développés à la fin du siècle grâce à l'informatisation des transactions et à la multiplication des paradis judiciaires et fiscaux, accaparant au passage les plus-values de la production par le financement des regroupe-

ments d'entreprises et des investissements liés à une concurrence effrénée dans une mondialisation galopante.

« Le capital privé tend à se concentrer en peu de mains [...] Le résultat de ces développements est une oligarchie de capitalistes dont la formidable puissance ne peut effectivement être refrénée ».

ALBERT EINSTEIN, *POURQUOI LE SOCIALISME ?*

À la fin des années 80, les financiers ont déjà gagné. Ils sont devenus les maîtres de l'économie. Les marchés financiers ont alors imposé leur position centrale et dominante à un capitalisme en mutation accélérée. Le capital a concentré sa puissance face au travail, ce qui a permis à la haute bourgeoisie de s'enrichir beaucoup plus vite. Dans le même temps, la classe des producteurs s'est réellement appauvrie et cela continue.

Les exigences exubérantes de profit à court terme pillent l'économie, bloquent les salaires, la consommation, les investissements et la croissance, avec une augmentation sans fin du chômage...

« La différence entre les nantis et les plus défavorisés sera de plus en plus grande. [...] Le travail de 20 % de la population mondiale sera suffisant pour soutenir la totalité de l'appareil économique de la planète. La population restante s'avérera superflue. »

RAPPORT DE LA FONDATION ROCKEFELLER, 2010.

Avec la mondialisation croissante, l'argent doit circuler entre des places financières aux diverses juridictions, des pays aux coutumes méconnues, des situations imprévues, dans l'incertitude et l'insécurité. Dans les affaires, la confiance indispensable est alors en crise. Comme les échanges informatisés s'effectuent à la vitesse de la lumière, les investisseurs paniqués sont forcés de s'assurer. Plus les échanges croissent, plus les besoins financiers pour couvrir leurs risques se développent et se complexifient, plus il faut trouver des spéculateurs qui vendent de la sécurité en achetant ces risques. Devenus indispensables, les

spéculateurs peuvent faire monter les enchères et ne s'en privent pas. La gestion du risque, plus lucrative que le capital industriel, est devenue en quelques années, une des premières sources de profit de la planète.

Les plans de réglementation, lancés comme des campagnes publicitaires, ne sont que des boniments balancés pour amadouer le spectateur. Le contrôle demeure absent et les roues de la fortune tournent à plein régime tout en restant invisibles.

La spéculation est un pari sur un avenir inventé. On achète ce que l'on n'a pas et l'on vend ce que l'on pourrait détenir, la réalité se confond avec un futur virtuel. Les opérations se déroulent directement entre intervenants, sans connaissances par qui que ce soit des positions et de la solvabilité de chacun. La traçabilité est impossible et personne ne sait exactement de quoi on parle. Le risque global n'est ni mesurable ni contrôlable. Des actifs sont contaminés jour après jour par les défauts de paiement qui se répandent. Les crédits titrisés, gagés sur des valeurs futures incertaines, sont autant de bombes à retardement sur un marché opaque et confus où les dettes s'enchaînent et les risques se multiplient.

Dans une période où règne le mensonge, la confiance disparaît et plus rien n'est prévisible. Cette abondance de dettes douteuses fait planer un risque qu'on dit systémique, autrement dit une mise en péril de tout le système financier, économique et social.

UNE MUTATION ACCÉLÉRÉE

« Son pouvoir apparaît déjà familier, comme s'il avait depuis toujours été là. Tous les usurpateurs ont voulu faire oublier qu'ils viennent d'arriver. »

GUY DEBORD, *COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE.*

Pour comprendre ce qui se passe aujourd'hui, il s'agit de prendre un peu de recul avec l'économie en prenant un point de vue situationnel plus global, de le recadrer en reliant les événements dans leurs interactions multiples, c'est-à-dire en les replaçant dans leur contexte social et historique.

En 1936, Léon Blum, Président du conseil, du gouvernement du Front populaire, soumet la Banque de France à la tutelle publique.

En 1945, le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire, nationalise la Banque de France, ainsi que les trois grandes banques de dépôt. Le crédit est sous tutelle publique. L'État a recouvré son autorité sur la monnaie.

De 1945 à 1973, l'État fabrique l'argent au profit de la reconstruction, puis de la croissance. Et puis, après cette très brève parenthèse du capitalisme, les financiers privés reprennent progressivement le dessus.

1973, le premier choc pétrolier avec une augmentation spectaculaire du prix du brut annonce la « *chasse au gaspi* » et le retour de la crise.

Pompidou, président de la République et de la banque Rothschild, fait passer en douce une loi obligeant la Banque de France à s'endetter sur les marchés financiers. L'État français bascule sous l'emprise financière des banquiers privés.

En 1976 le ministre Raymond Barre décide que l'État paiera les intérêts de sa dette au-delà du taux d'inflation.

Dans les années 1980, l'industrie financière explose. En s'introduisant en bourse, les banques d'affaires récoltent des fortunes. À Wall Street, on commence à s'enrichir très rapidement.

Puis la loi du 24 janvier 1984, votée sous Mitterrand, supprime la distinction entre banque de dépôt et banque d'investissement. Cette mesure, qui permet à n'importe laquelle de nos banques de jouer au casino mondial de la spéculation, commence dès lors par donner lieu à toute une série de scandales bancaires, comme celui du Crédit lyonnais, 200 milliards de francs aux frais du contribuable.

Pendant les années 80, les réseaux informatiques mondialisés permettent à la financiarisation spéculative de s'organiser en dehors du contrôle des États.

1990, la guerre du Golfe fait stagner l'économie pendant près d'un an.

En 1993 les financements publics sont interdits à la Banque de France. Puis l'article 104 du traité de Maastricht ôte le droit de création monétaire à la Banque de France et livre la monnaie aux banques privées et sociétés d'assurance, qui perçoivent les bénéfices tirés des intérêts. La monnaie devient un outil de profit pour quelques financiers.

An 2000, la déréglementation financière accrue de l'euphorie financière accentue les effets de la fiscalité favorable au capital, de l'évasion vers les paradis fiscaux et la délocalisation systématique des sièges sociaux des entreprises, diminuant rapidement

les recettes de l'État. Les marchés financiers, jouant sur le risque, n'assurent plus la rentabilité du capital qui n'est plus assez lucrative.

En mars c'est l'éclatement de la « bulle Internet ».

2007, c'est alors qu'explose la crise, les ménages américains, dont les revenus stagnent, notamment sous l'effet de la concurrence internationale, se trouvent dans l'incapacité de rembourser des prêts immobiliers attribués sans soucis de garanties par des banques saisies d'ivresse spéculative.

Septembre 2008, la crise des « subprimes » dégénère en crise bancaire, les bilans des établissements financiers se révélant farcis de crédits immobiliers insolubles ventilés aux quatre coins de la planète dans des produits financiers toxiques sophistiqués. La banque d'affaires Goldman Sachs profite de la tourmente pour éliminer son concurrent Lehman Brothers. La panique gagne, les banques cessent d'accorder du crédit, l'économie est au bord de l'asphyxie, le système au bord du gouffre.

Les États s'endettent hors de proportion pour sauver les banques et relancer l'économie. L'absence de contrôle des banques sur l'utilisation de ces fonds se traduit par une relance des pratiques purement spéculatives. Après vingt ans de baisse de la fiscalité envers les plus riches, les recettes de l'État ne suivent pas. Entre la fin de l'année 2008 et le milieu de l'année 2009, le déficit public est multiplié par trois. Les banques profitent des mirifiques bénéfices liés précisément à l'endettement et aux déficits publics auxquels elles ont contribué. Renfloués par l'État, les établissements bancaires ont pu lui prêter avec intérêt une partie de l'argent qu'ils venaient de recevoir.

Pendant la tourmente boursière, beaucoup reportent leurs avoirs du marché actions, perçu comme incertain, vers celui des dettes publiques, réputé sûr. Dès lors, un cercle vicieux s'enclenche : il faut emprunter pour payer la dette, freiner les dépenses publiques pour réduire les déficits, abaisser les salaires, les prestations sociales et tailler dans les retraites. Autant de mesures qui appauvrissent la population, ralentissent la consommation, stoppent la relance économique, baissent les recettes de

l'État et incitent les agences de notation à dégrader leurs notes, ce qui fait monter les intérêts et augmenter la dette.

« *Quand l'argent d'un gouvernement dépend des banques, ce sont elles et non les chefs du gouvernement qui contrôlent la situation.* »

NAPOLÉON BONAPARTE

Avril 2010, le plan d'aide à la Grèce est suivi en novembre par le plan d'aide aux banques irlandaises, en juillet 2011, par un nouveau plan de sauvetage de la Grèce, en août, par la chute de toutes les places boursières du monde, suite à la rétrogradation de la note des États-Unis.

Le système bancaire est fragilisé. Les banques d'un pays ne sont pas séparées des banques des autres pays. Tous les pays européens sont interconnectés au sein d'un immense jeu de domino financier. Selon les chiffres de la BCE, le montant du passif des banques de la zone euro est 20 fois plus élevé que celui de l'ensemble de leurs capitaux et de leurs réserves. Au total, les banques privées du monde ont reçu plus de 14 000 milliards de dollars de fonds publics.

Pour sauver le système bancaire, d'énormes capitaux sont financés par l'endettement. C'est ainsi que les gouvernants livrent secrètement les États aux entreprises mafieuses de l'affairisme mondial. Les États empruntent sur les marchés financiers internationaux pour financer les banques victimes de ces marchés qu'elles ont elles-mêmes alimentés. Chaque banque se trouve alors à la tête d'un grand nombre de liquidités. Comme elles ne prêtent ni aux entreprises ni aux ménages, du fait de la crise économique, il ne leur reste plus qu'un domaine de spéculation, les dettes souveraines par l'intermédiaire d'un marché de CDS (credit default swaps), c'est-à-dire des contrats d'assurance contre les risques de défaillance du débiteur. On spéculé à la hausse sur ce marché, alors les agences de notation en déduisent que la confiance diminue et font ainsi monter les taux d'intérêt. Ces États renflouent leurs banques pour permettre à celles-ci de

spéculer sur leurs propres dettes. C'est un cercle vicieux spéculatif qui s'auto-alimente tant qu'il le peut. Le capitalisme financier tourne en rond et gagne toujours la partie. À chaque tour, la mafia financière raffle la mise. Chacune de ces aides, que ce soit pour les banques ou pour les États, rapporte, grâce aux taux d'intérêt et aux spéculations sur les risques, d'énormes bénéfices à quelques financiers milliardaires qui ont tout intérêt à ce que ça dure.

Faite d'improvisation, de crainte et de résignation face aux impératifs de la finance, la réaction des États, des institutions européennes et du FMI se caractérise par l'absence de stratégie et le « *laisser-faire* ». On se contente de répercuter la contrainte des marchés tout en prétendant le contraire. C'est à qui exhibera le plan d'austérité le plus drastique pour se faire bien voir des financiers milliardaires. La rigueur freine la consommation, neutralise la reprise, casse l'économie, ce qui fait gonfler la dette et renforce la crise avec son flot de mesures antisociales.

Les citoyens européens doivent maintenant payer, en plus de leur dette nationale, pour des dettes étrangères que leurs gouvernements ont accepté de garantir. Ils en seront assurément appauvris. L'aide apportée à la Grèce était en fait destinée aux banques internationales, mais celle-ci n'en était pas pour autant libérée de ses dettes. Quand les États renflouent les banques privées, ils socialisent les pertes afin de les faire payer aux populations appauvries. C'est ainsi que les banques enregistrent des profits exorbitants jamais atteints. Le grand capital, c'est-à-dire la haute bourgeoisie, s'accapare sans aucune retenue tout ce qui reste à prendre sur la planète, par un pillage généralisé des populations.

En septembre 2010, la Banque centrale européenne, sous les pressions du gouvernement américain et de la FED, assure l'apport nécessaire de dollars jusqu'en avril 2011 en rachetant illégalement 500 milliards de dollars. En réalité, il s'agit là d'une malversation aux dépens de l'euro, car chacun sait que le dollar ne vaut plus rien. Afin de gagner du temps, les spéculateurs américains, avec leurs outils de notation, attisent une crise de l'euro chaque fois que la crise du dollar s'aggrave.

À l'automne 2010, la FED, en créant 600 milliards de dollars destinés à compenser l'absence d'apport de dollars en provenance du monde, sauvegarde ainsi la solvabilité des États-Unis. La FED crée de l'argent à partir de rien, par simples jeux d'écritures. En 35 ans, elle multiplie par quarante la masse de dollars. La FED peut ainsi spéculer sur les taux d'intérêt et accorder sans limites des crédits. Dans leur avidité sans limites, les banques propriétaires de la FED créent de plus en plus de produits toxiques et les vendent dans le monde entier pour que le volume monétaire en augmentation ne provoque pas d'inflation aux États-Unis. Ainsi, la bulle financière en dollars se produit pour 80 % à l'étranger et entraîne dans le monde entier un excès de liquidités. Ces traites, de plus en plus nombreuses et de plus en plus répandues, ne sont jamais honorées. Les grands gagnants sont ceux qui les ont émises.

En juillet 2011, les gouvernements européens signent un accord sur la mise en place du Mécanisme Européen de Stabilité (MES). Ils s'engagent de manière irrévocable et sans condition à mobiliser 700 milliards d'euros (article 8 du Traité instituant le MES) et, si nécessaire, ce mécanisme peut augmenter à sa guise le capital initial. Après l'union monétaire, les gouvernements signent l'union des dettes et abandonnent la souveraineté monétaire à un Conseil des gouverneurs, non élu, doté de pleins pouvoirs en matière de politique économique et financière, échappant à tout contrôle. Les États membres sont en train de devenir des provinces obéissant aux ordres du pouvoir central, ce Bureau politique est sur le point de s'approprier tous les pouvoirs, et d'instaurer une dictature européenne à la solde des États-Unis.

On peut émettre l'hypothèse que ce mécanisme européen mis en place nous entraînera dans un emballement généralisé des dettes. Le « *commencement de la fin* » risque de démarrer avec la chute de l'Espagne et de l'Italie qui fera sauter le dispositif européen entraînant peu à peu dans leur sillage tous les autres pays de la communauté. Ce sera la fin de l'euro. Le système plongera dans un surendettement généralisé. Mais il n'y aura pas d'apocalypse et il survivra à moins qu'on l'y enfonce au

moment où il sera le plus fragile. Après une période de décomposition et de confusion dans la misère, il se reconstruira par des annulations massives de dettes, de gigantesques opérations de création monétaire, sur la ruine des classes moyennes et sur un appauvrissement conséquent du reste de la population. Il est possible qu'à ce moment-là, les États-Unis en profitent pour étendre leur emprise sur l'Europe. On instaurera l'état d'urgence pour reconstruire le pays, on nous fera croire alors, à un nouveau contrat social et à un nouveau capitalisme plus humain. Mais tout s'accélélera, et on se retrouvera très vite avec de nouvelles dettes douteuses, des fonds spéculatifs toxiques et de nouvelles bulles financières prêtes à craquer, et puis se profilera la menace d'une nouvelle récession...

DETTES PUBLIQUES ET PROFITS PRIVÉS

« L'endettement de l'État était [...] d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. »

KARL MARX, *LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE (1848-1850)*

Contrairement aux idées reçues, les dépenses de l'État ont diminué depuis les années quatre-vingt. Les cadeaux fiscaux distribués aux plus riches depuis l'an 2000, représentent un manque dans les caisses de l'État français chiffré entre 75 et 100 milliards d'euros pour 2010. Le taux de l'impôt sur les sociétés a baissé de 75 % en 30 ans, passant de plus de 50 % dans les années 80 à un taux moyen de 18 % aujourd'hui, mais il n'est plus que de 13 % pour les grandes sociétés et de 8 % pour les entreprises du CAC 40.

Nombre de niches fiscales servent d'abord les très riches, seuls capables de démêler cette complexité juridique opaque, conçue pour eux. Et chaque cadeau ampute un peu plus le budget de l'État, justifiant une récession sociale. Les niches fiscales, selon la Cour des comptes, représentent 56 % du budget de l'État. Selon l'INSEE, l'État s'est privé de recettes de près de 400 milliards depuis 1999. Sans cette course folle aux baisses d'impôts, qui s'est accélérée au cours de ces dix dernières années, la France

serait dans une situation financière tout à fait confortable. Ces dix années de cadeaux fiscaux ont ruiné la France.

Par une baisse de la fiscalité des entreprises, les exonérations des cotisations sociales et les niches fiscales, par l'expansion débridée des paradis fiscaux, c'est la grande majorité des recettes de l'État qui manque. Avec l'argent économisé sur leurs impôts, les milliardaires ont acheté des titres de la dette publique, émis pour financer les déficits provoqués par ces mêmes réductions d'impôts. À cela, il faut ajouter la baisse de la croissance qui fait diminuer les recettes de l'État, le paiement des intérêts de la dette qui augmente plus vite que le taux de croissance, sans oublier le plan de sauvetage des banques, dont le remboursement de centaines de milliards s'effectue évidemment moins vite que prévu. La boucle est bouclée, le pillage tourne à plein régime.

« Les puissances publiques des pays développés sont prêtes à se ruiner plutôt que de laisser s'effondrer des banques ou des institutions financières, qui en profitent largement. »

JACQUES ATTALI, *POURQUOI SE PRIVER.*

La dette a été multipliée par cinq en 30 ans. Aujourd'hui, la France ne rembourse plus que les intérêts de sa dette et tous les impôts y passent.

« Entre 1980 et 2006, la dette a augmenté de 913 milliards d'euros, alors que nous avons payé 1 176 milliards d'euros d'intérêts. Si nous n'avions pas eu à emprunter ces 913 milliards d'euros sur les marchés monétaires, c'est-à-dire si nous avions pu créer notre monnaie [...] la dette qui était de 229 milliards d'euros début 1980 serait totalement remboursée et nous disposerions en plus d'un solde de trésorerie positif de 34 milliards d'euros. »

ANDRÉ-JACQUES HOLBECQ

On paye toujours les intérêts en premier. Si l'on pouvait rembourser la dette avant de payer les intérêts, l'affaire serait réglée depuis longtemps. Avec les intérêts, c'est plusieurs fois la dette contractée qui se retrouve remboursée. Au taux de 10 %, elle est doublée en 8 ans, triplée en 12 ans, multipliée par 6 en 20

ans et par 16 en 30 ans... Au total, c'est plus de 1300 milliards d'euros d'intérêts que nous avons payés entre 1980 et 2008, il paraît évident que si nous n'avions pas eu d'intérêts à payer, nous n'aurions plus de dettes.

Les dettes s'emballent. La montée de la dette de l'État a épousé le mouvement de la libéralisation financière. Elle prend son essor seulement dans les années 1980. C'est l'introduction en 1982, sous les gouvernements de l'Union de la gauche, de mesures permettant le placement sur le marché obligataire spécialisé, d'effets émis par le Trésor, nommés « titrisation », qui a fait faire un bond à la dette. Elle est passée de 20 % du PIB en 1980 à 80 % aujourd'hui.

La dette de la France s'élève à près de 1500 milliards d'euros en 2010, soit plus de 18 000 € par Français. Chaque année, une émission de nouvelle dette d'environ 100 milliards a lieu, en majorité pour financer l'amortissement d'anciens emprunts. Les mesures de redressement de la nouvelle loi de 2010 sur les retraites devraient permettre d'économiser 2 à 3 milliards d'euros par an seulement...

Les dettes souveraines mondiales dépassent 50 000 milliards de dollars. Les États se sont imposés d'emprunter ces sommes colossales auprès de financiers privés, moyennant un intérêt exorbitant qui fait gonfler dangereusement une dette démesurée qui continuera de croître et ne sera jamais remboursée. Ces montagnes de dettes, assises sur des titres dont les valeurs ont été inventées, finissent tôt ou tard par s'écrouler sur le dos des populations appauvries, qui devront toujours payer l'addition.

Si l'État, comme avant 1973, avait emprunté sans intérêt, s'il n'avait pas baissé les impôts des entreprises et des plus riches il se retrouverait avec un budget positif deux fois supérieur, ne sachant plus quoi faire pour dépenser son argent. Et là, on ne tient toujours pas compte des évasions fiscales, représentant plus de la moitié des recettes manquantes de l'État, qui s'évaporent dans les multiples paradis fiscaux.

Le Fonds européen de stabilité financière, accompagné d'un engagement des gouvernements à mettre en place des plans

d'austérité drastique, ne sera pas suffisant s'il y a une attaque sur plusieurs États. La Banque Centrale européenne peut acheter des obligations d'État aux financiers sur le « marché secondaire », mais fait appel aux banques pour les financer. Les banques privées se refinancent auprès de la BCE au taux d'intérêt très faible de 1 % pour prêter aux États à des taux pouvant aller jusqu'à 10 %, raflant au passage la différence. L'Union européenne s'est octroyé une nouvelle gouvernance économique, dictature bureaucratique qui impose l'austérité générale et la récession. Les parlements nationaux ont été dessaisis de tout pouvoir économique par des technocrates européens esclaves du grand capital. Ce sont les populations qui payeront avec la mise en place autoritaire de plans d'austérité drastiques, qui ruinent toute possibilité de redressement économique, donc de remboursement de la dette. L'Europe se trouve sur le point d'implorer, les politiques d'austérité ayant déjà échoué. Une nouvelle crise bancaire majeure est dès à présent envisagée.

« La crise sur le marché des dettes d'État va continuer à empirer et atteindre des niveaux encore jamais vus. »

JUSTIN KNIGHT, SPÉCIALISTE DES OBLIGATIONS EUROPÉENNES À L'UNION BANK OF SWITZERLAND (UBS), DÉCEMBRE 2010.

La dette ne peut qu'augmenter si rien ne change, et rien ne changera parce que le système capitaliste a déjà abandonné tous les pouvoirs de la finance aux mains des milliardaires. Un État pourrait diminuer son endettement en créant de la monnaie, par monétisation de la dette afin de pouvoir financer ses dépenses. Mais les technocrates de l'Europe l'ont interdit sans aucun débat, aucune consultation. Si nous avions pu créer notre monnaie, c'est-à-dire faire exactement ce que l'on faisait il y a vingt ans et ce qu'ont le droit de faire les banques privées, la dette publique serait inexistante aujourd'hui. Nous nous sommes fait voler, seulement pour payer les intérêts, près d'un milliard d'euros par semaine par des financiers milliardaires, avec la bénédiction de nos dirigeants, des politiques et de tous les médias. Mais l'État américain, qui lui s'est autorisé à financer sa dette en créant de

la monnaie, a pour conséquence d'affaiblir le dollar au risque de le faire chuter, ce qui pourrait déclencher l'effondrement du système tout entier.

Le paiement des intérêts de la dette, c'est un racket mafieux institutionnalisé. En mars 2010, 93 % des Islandais ont voté contre le remboursement de la dette de leur État, puis ont nationalisé les banques... Dans un système capitaliste, la répudiation de la dette déguisée sous la forme d'une restructuration ou d'un ré-échelonnement négocié, c'est-à-dire son annulation progressive, est la seule manière de sauver l'économie capitaliste en tentant de limiter le pouvoir des marchés sur des États en ruine. Il y a déjà eu dans l'Histoire de véritables annulations de dettes, notamment aux États-Unis en 1776 et en 1876, en URSS en 1918, au Mexique en 1867, et, entre 1914 et 1942, à Cuba en 1898 et en 1986, en Turquie en 1912, au Costa Rica en 1922, en Pologne en 1919, en Allemagne en 1953, en Namibie en 1995, au Mozambique en 1999, au Pérou en 1985, au Burkina Faso en 1987, au Paraguay en 2005...

La répudiation de la dette était le mot d'ordre traditionnel de la classe ouvrière au cours de la révolution d'octobre de 1917. Il s'agit d'un processus où les travailleurs se dressent contre le capital, contre la dictature de l'aristocratie financière et contre les gouvernements qui en sont les esclaves. La répudiation de la dette peut-être utilisée comme un bras de levier pour renverser le système, car il remet en cause un des fondements du capitalisme.

LES MAÎTRES AU-DESSUS DES LOIS

« La puissance d'argent fait sa proie de la nation en temps de paix et conspire contre elle en temps d'adversité. Elle est plus despotique que la monarchie, plus insolente que l'autocratie, plus égoïste que la bureaucratie. [...] Les groupes financiers et industriels sont devenus tout-puissants, il s'ensuivra une ère de corruption aux postes élevés et la puissance d'argent du pays cherchera à prolonger son règne en utilisant les préjugés du peuple jusqu'à ce que la fortune soit concentrée en un petit nombre de mains et la république détruite. »

ABRAHAM LINCOLN.

Une nouvelle guerre a été déclarée par les spéculateurs contre les États, avec la création de ce marché financier de couverture des dettes publiques. Les États ont perdu le contrôle. Les acteurs de ces marchés, non régulés et totalement opaques, n'ont plus de comptes à rendre et font ce qu'ils veulent en dehors des lois, dans une confusion générale.

Le système capitaliste est devenu trop étroit pour contenir les richesses usurpées aux populations. Les entreprises du CAC 40 ont toutes des filiales dans les paradis fiscaux, ce qui leur permet de contourner la fiscalité par des montages financiers. L'un des plus courants, « le prix de transfert », consiste à vendre des marchandises à prix coûtant à sa filiale, qui le revend au prix du

marché. Le bénéfice ne sera pas imposé. Ces montages financiers représentent 60 % du marché mondial. En plus, ces filiales basées dans des paradis fiscaux facturent des frais divers surévalués qui seront déduits sous forme de charges par l'administration fiscale.

« La finance moderne et la criminalité organisée poursuivent des objectifs communs. Elles ont toutes les deux besoin, pour se développer, de l'abolition des réglementations et de la suppression des contrôles étatiques. »

JEAN DE MAILLARD ET PIERRE-XAVIER GRÉZAUD,
UN MONDE SANS LOIS

Les paradis fiscaux, en pleine croissance, viennent de signer des accords de coopération fiscale entre eux. On assiste à une redistribution des marchés de l'offshore, de la Suisse et du Luxembourg vers les territoires principalement situés sous l'autorité de Wall Street et de la City. Sur la liste grise, on peut remarquer l'absence de Hongkong, de Jersey, de Guernesey, de l'île de Man, de l'Irlande, de la City de Londres, du Delaware ou du Nevada. Le procédé permet de blanchir certains territoires tout en créant de nouveaux paradis fiscaux, et ainsi endormir les opinions publiques.

« Le capitalisme est le racket légitime organisé par la classe dominante. »

AL CAPONE

Toutes les multinationales ont des succursales dans les paradis fiscaux, des filiales cachées même à leurs propres actionnaires. Les 50 plus grands groupes européens possèdent près de 5 000 filiales dans les paradis fiscaux. Plus de 80 % des fonds spéculatifs y sont montés. Des milliers de milliards de dollars y transitent chaque année pour échapper à l'impôt et à la loi. C'est près de la moitié de l'économie et les trois quarts de la finance qui se retrouvent sur plus d'une trentaine de places offshore, faisant perdre aux États des centaines de milliards de recettes d'impôts.

« Les marchés, la finance, les paradis fiscaux sont les nouveaux maîtres du monde. »

JEAN DE MAILLARD ET PIERRE-XAVIER GRÉZAUD, *UN MONDE SANS LOIS*

Le monde est le produit d'une minorité de grands prédateurs en compétition permanente pour exploiter le capital extrait du travail des foules assujetties. Spéculations, escroqueries, banqueroutes, blanchiment, fraudes se mêlent à un rythme effréné, sous l'oeil complice des États qui s'interdisent d'intervenir selon les principes de leur sacro-sainte doctrine libérale.

Les paradis bancaires et fiscaux sont devenus des paradis policiers, réglementaires et judiciaires où s'organise consciencieusement le détournement de toutes les lois de la planète.

« C'est justement en ce point que réside la profonde vérité de cette formule, si bien comprise dans l'Italie entière, qu'emploie la Mafia sicilienne : "Quand on a de l'argent et des amis, on se rit de la Justice". »

GUY DEBORD, *COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

Ils détournent, paradoxalement, les règles d'un vieux monde en voie de disparition pour rendre totalement virtuelle l'économie et invisible la finance mondiale, afin de faire disparaître du spectacle la plus grande razzia de l'histoire.

« Le secret domine ce monde, et d'abord comme secret de la domination. »

GUY DEBORD, *COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

QUAND LA FINANCE CONDAMNE LES POLITIQUES

La volonté de ne pas déplaire aux marchés financiers et en particulier aux agences de notation corrompues, permet aux États de pouvoir continuer d'emprunter de l'argent à un taux pas trop élevé. La déréglementation financière débridée a permis de conforter le pouvoir d'une poignée d'agences de notation privées. Alimentées par un flot montant d'innovations financières, elles évaluent la solvabilité de tous les intervenants sur les marchés.

Une bonne note permet d'emprunter au moindre coût. Plus la note baisse, plus le taux d'intérêt augmente, car les investisseurs exigeront une prime de risque. Les obligations, mal notées ou pas notées du tout, sont considérées comme des obligations « pourries », les Junk bonds. Solliciter une notation et la payer coûte moins cher qu'une prime de risque rendue nécessaire par une mauvaise note non sollicitée.

Les agences de notation poursuivent leur fulgurante expansion. En effet, plus l'innovation financière et la titrisation se répandent sans entraves, plus le besoin de repères, c'est-à-dire de notation, se fait pressant. À l'heure où emprunteurs privés et publics se livrent, à l'échelle mondiale, à une concurrence acharnée pour attirer les capitaux, les notations peuvent aussi mener à l'étranglement financier d'un pays dont les marchés se méfient.

Le système regorge d'effets pervers. Le simple fait de prévoir, même à tort, une déconfiture amène la déconfiture.

Tout gouvernement qui dépend pour son financement des marchés internationaux se trouve à la merci des agences de notation. Un pays peut voir sa note modifiée du jour au lendemain, ou se trouver placé sous surveillance, en anticipation d'une éventuelle rétrogradation. De tels avertissements conduisent souvent à un changement de politique, histoire d'éviter la sanction financière des marchés. Pour envoyer un message de pénitence aux agences de notation, les États s'engagent sur la voie de la régression sociale et de la baisse globale du niveau de vie de sa population, car c'est la condition « sine qua non » pour que les oligarchies financières et les détenteurs du capital puissent continuer à s'enrichir dans un contexte de stagnation économique.

Les agences de notation, entreprises privées qui ont la responsabilité d'apprécier la qualité des produits financiers, celle des entreprises et même la confiance que l'on peut accorder à un État, sont elles-mêmes rétribuées par les institutions ayant mis sur le marché des obligations, des actions ou des produits dérivés. Les vendeurs et les acheteurs de produits financiers ont besoin de l'avis des agences de notation pour se rassurer et assurer leurs investissements. Mais ces agences de notation, étant payées par les vendeurs de ces produits, sont donc juges et parties. Ce sont les financiers demandeurs d'évaluation qui sont leurs clients principaux et paient pour se faire évaluer. Les agences dépendent directement des financiers. Là, le client est roi. Les agences de notation ne sont en fin de compte, qu'un outil aux mains des spéculateurs.

Les gouvernements obsédés par l'idée qu'il faut rassurer les marchés financiers, imposent des politiques d'austérité, censées les rassurer, mais qui créent l'affolement en ralentissant l'économie ce qui automatiquement, creuse les déficits. Nos gouvernants sont les serviteurs des banquiers et des financiers, les esclaves d'une économie qu'il prétendent gouverner. Les économistes,

serviteurs fidèles, rationalisent et justifient la soumission des politiques aux exigences de la dictature des marchés financiers. Incapables de subvenir aux besoins des populations, les gouvernants cachent leur incompetence par des flots de mensonges et d'embrouilles, qui sont la preuve de leur irresponsabilité, de leur hypocrisie, fourberie, tromperie, perfidie...

« Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière. »

MARX ET ENGELS, *LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*

Les dirigeants, esclaves de leurs créditeurs, effrayés par la destruction de l'économie que les trafics financiers engendrent, ne cherchent qu'à les rassurer, ils sont prêts à tout pour se faire bien voir et obtenir une bonne note. Tels des potaches nerveux et anxieux, les gouvernements guettent les changements d'humeur de leurs maîtres.

Les maîtres de la haute finance corrigent les copies des États selon leurs propres intérêts, les notent et publient leurs appréciations par leurs officines privées de notations. Ils deviennent ainsi les maîtres du jeu en sanctionnant les mauvais élèves qui n'obéiraient pas aveuglément à leurs directives et ne suivraient pas leurs ordres. La haute bourgeoisie dirige les classes et impose sa loi.

Leur thermomètre crée la fièvre, la prédiction se vérifie d'elle-même. Pour avoir une bonne note des maîtres, les pays doivent choisir pour réduire leur déficit, entre réduire les dépenses en baissant la croissance source de revenus, et stimuler la reprise en prenant le risque d'augmenter les dépenses. Quels que soient leurs choix, les conséquences seront un accroissement plus que probable de leurs dettes, ce qui entraînera une mauvaise note qui augmentera les intérêts à payer et donc fera augmenter leurs déficits.

Les agences de notations imposent ainsi une double contrainte au moyen de l'illusion, sans cesse répétée, qu'un bon choix est possible. Les gouvernements sont condamnés s'ils le font et condamnés s'ils ne le font pas. Les gouvernants sont pris dans

un paradoxe qui fige la situation dans un blocage perpétuel sans solutions.

« C'est l'hypothèse elle-même qu'un choix est possible et qu'on doit le faire qui est une illusion. »

PAUL WATZLAWICK, J. HELMICK BEAVIN, DON D. JACKSON,
UNE LOGIQUE DE LA COMMUNICATION

Comprendre qu'il n'y a pas de choix possible revient à identifier la vraie nature de cette double contrainte, c'est-à-dire le paradoxe. Aucun changement ne peut se faire à l'intérieur de ce système. Mais aucune règle n'est absolument définitive. Il s'agit, ici, de sortir du modèle économique-financier imposé au départ, en construisant un nouveau système de perception ouvert et plus large, et recadrer la situation avec un point de vue décalé qui englobe les relations dans leurs interactions et leurs évolutions particulières, au cours de leur histoire. Pour changer effectivement la donne, il nous faut sortir du jeu et nous jouer des règles en utilisant les hasards, détournant les situations dans un renversement de perspective.

« Plus l'économie va mal, moins le politique gouverne, mieux la finance se porte ».

JEAN DE MAILLARD, *L'ARNAQUE*

L'économie des États n'intéresse la finance que lorsque ses dettes enflent et se répandent en pandémie. La réduction des déficits de l'État, imposée en Europe par les marchés financiers grâce à leurs agences de notation, ralentit la consommation, donc l'activité économique, ce qui réduit les recettes et augmente encore plus la dette ainsi que les profits des financiers. Les États, drogués à la dette, laissent la mafia financière organiser le trafic, exécuter la razzia, et imposer partout ses conditions. En perdant le contrôle de leurs finances publiques, les États vont se retrouver dans l'incapacité à gérer l'ordre et la stabilité du système. L'économie, en longue maladie, survit sous perfusion, et la société sous tension, prisonnière de la récession sociale, se disloque en perdant son devenir.

TRAFICOTAGES SANS ENTRAVES DES ACCAPAREURS

La dette de l'État français est détenue par les banques, les sociétés d'assurance et surtout des fonds de placements financiers, les produits dérivés et les « hedge funds » qui représentent plus de la moitié du total, loin devant les banques. La part détenue par des fonds étrangers, près de 70 %, est essentiellement américaine.

Les marchés, c'est-à-dire les financiers milliardaires, parient sur les obligations émises par l'État, en les transformant en « produits toxiques » (produits dérivés), changeant des créances en titres financiers avec un effet de levier important, négociables à terme sur un marché secondaire opaque, de gré à gré (forwards), hors de tout marché organisé, d'ordinateurs à ordinateurs. Ils attisent l'effolement des marchés en créant des paniques qui leur permettent d'exiger des taux d'intérêt de plus en plus élevés. L'actif sous-jacent des produits dérivés peut aussi se composer d'actions, de matières premières, de taux de change, de flux financiers, et aussi de tout ce que l'on veut du moment que ça se vend sur les marchés secondaires ou organisés par des Chambres de compensation, tel que le ferait Clearstream. Les transactions sur les produits dérivés sont en forte croissance depuis le début des années 1980 et représenteraient désormais l'essentiel de l'activité des marchés financiers, près de 700 000 milliards de

dollars, soit dix fois le PIB mondial. La titrisation et les produits dérivés représenteraient 88 % de la masse monétaire.

« Les produits dérivés sont des armes financières de destruction massive. »

WARREN BUFFETT

Toutes les transactions financières s'élèveraient à plus d'un million de milliards de Dollars par an. À eux seuls, les produits dérivés américains en représenteraient plus de la moitié.

Les spéculateurs parient aussi sur les « Credit Default Swap » (CDS) qui permettent de s'assurer contre le risque de défaut de paiement, et servent de couverture pour les produits dérivés. Ici, les profits montent si le risque de non-remboursement augmente, ils misent sur les faillites, et ainsi empochent le pactole. C'est un gigantesque marché spéculatif, plus de 60 000 milliards, leurs montants pouvant être dix fois plus importants que les actifs qu'ils sont censés couvrir.

La création virtuelle d'argent, à travers notamment la « titrisation » qui transforme des paquets de créances en titres financiers, présente un danger lié au fait que les créances risquent de ne pas être honorées, c'est d'ailleurs ce qui s'est passé avec les subprimes. Pour couvrir ce type de perte, on utilise les produits dérivés et les CDS, censés prévenir les risques financiers, mais qui rétroactivement, par leurs spéculations hasardeuses, les provoquent fréquemment.

Il y a aussi des « hedge funds » qui spéculent sur les anomalies qui peuvent apparaître sur les marchés et notamment sur les produits dérivés. Leur vocation c'est de chercher l'entreprise sous-évaluée, ou la dette surévaluée. Ces fonds alternatifs particulièrement spéculatifs ont une rentabilité très élevée, mais avec un risque très important. Les hedge funds travaillent sur capitaux propres, c'est-à-dire avec l'épargne des riches. Ils travaillent aussi avec un fort effet de levier, c'est-à-dire qu'ils empruntent des sommes aux banques, pour faire levier, pour spéculer à partir de l'argent d'autrui afin de faire apparaître un gros profit sur leurs fonds propres. Ces fonds spéculatifs opaques qui ne sont soumis

à aucune autorité de régulation, ne publient aucun compte détaillé et ne paient pas d'impôt grâce aux paradis fiscaux. La plupart des hedge funds opèrent à partir des USA ou de Grande-Bretagne, mais leur siège est en général situé dans des paradis fiscaux où ils ne sont soumis à aucune juridiction. Ils s'arrangent pour faire disparaître les profits, à cause du coût de leurs emprunts.

Les Américains, dont la dette est supérieure à celle des Européens, peuvent se permettre de ne pas rembourser leur déficit sur le reste du monde, étant la première puissance financière et militaire. Les intérêts économiques et financiers américains ont fait peser tout le poids de la souveraineté américaine sur le reste du monde, pour introduire une nouvelle régulation économique et financière essentiellement conforme à leurs intérêts et à la sauvegarde de leur position hégémonique. Les arbitrages sont désormais du ressort quasi exclusif des marchés financiers à dominante américaine.

Devenue depuis peu la première banque d'affaires de Wall Street et du monde, Goldman Sachs a été la principale responsable de la crise financière mondiale, de la chute de son concurrent Lehman Brothers, et aussi à l'origine de la crise de la dette en Grèce. Le groupe a déclaré, en mai 2009, avoir gagné plus de 100 millions de dollars par jour.

Goldman dispose, grâce à son monopole de fait d'apporteur de liquidité à la bourse de New York, des codes d'accès du NYSE (New York Stock Exchange). De telles informations contiennent des indications d'intérêt pour un achat ou une vente, des prix de titres ainsi que des notifications d'exécution de transactions. Quiconque disposant de ces informations avant le public serait comparable à un joueur de poker seul capable de voir les cartes de ses adversaires.

Goldman Sachs a su maintenir ses relations privilégiées dans les sphères du pouvoir : Robert Rubin, ministre des Finances de Clinton, a été co-PDG de Goldman Sachs et directeur de la banque CTI Groupe. Son fils James Rubin, est conseiller économique d'Obama ; Henry Paulson, ministre des Finances

de Georges Bush, a été directeur de Goldman Sachs, c'est lui qui imposa à l'Europe la suppression du contrôle des États sur les banques américaines ; Lawrence Summers, ministre des Finances de Clinton et conseiller économique d'Obama, a été conseiller de Goldman Sachs et managing director de DE Shawgroup, gestionnaire de hedge funds ; Strauss-Kahn a confié la direction du département Europe du FMI à Antonio Borges, ancien dirigeant de Goldman Sachs, puis Mario Draghi, ancien Président de Goldman Sachs Europe, a pris la présidence de la Banque centrale européenne... Les banques d'affaires ne sont en fin de compte que des outils sophistiqués aux mains de l'aristocratie financière.

Les marchés financiers innovent et se diversifient. L'anonymat des transactions est aujourd'hui assuré par les « Dark pools » qui connaissent un succès foudroyant. On compte une quarantaine de Dark pools opérant en Amérique et une dizaine en Europe, généralement créés par les grosses banques et les bourses.

Il y a aussi le trading automatique qui permet d'utiliser des logiciels comportant des algorithmes puissants, qui balayent des dizaines de marchés. Les bourses comme les plates-formes électroniques fonctionnent donc désormais « en temps réel », ce qui a permis de développer des applications informatiques démultipliant les capacités d'intervention sur les marchés. Le trading haute fréquence ouvre ainsi, à ceux qui ont les moyens de s'offrir ces coûteux investissements, des perspectives d'intervention sur les marchés leur assurant quelques longueurs d'avance sur la masse des autres traders. L'automate enregistre immédiatement l'état du marché en envoyant des ordres, aussitôt annulés — la vitesse des opérations se compte en millièmes de secondes — qui lui permettent de tester le marché sans s'engager, le tout s'effectuant à la vitesse de la lumière puisque cela ne prend pas plus de trente microsecondes. La rapidité de l'intervention permet ainsi, d'une part, de savoir à quel prix on pourra vendre, avant même d'avoir acheté, et d'autre part, de raffer les titres avant tout le monde pour les revendre ensuite au plus offrant. Le trading haute fréquence induit ainsi, quasi mécaniquement, une hausse des cours de bourse. Quand on sait que près de 50 % du volume jour-

nalier du NYSE et plus de 70 % des transactions sur les marchés américains passent par le trading haute fréquence, on peut dire que la finance est devenue une spécialité où les amateurs sont assurés de perdre.

En 2009, l'ensemble des transactions sur les marchés financiers s'élevait à 600 000 milliards de dollars. Les bulles en formation sont nombreuses et finissent toujours par craquer, pour le profit de quelques manipulateurs de haut vol. Un nouveau krach n'est plus très loin.

Toutes ces richesses monumentales s'échangent de partout à travers le monde à la vitesse de la lumière sur les réseaux informatiques. C'est le marché des changes, appelé « Forex ». Ce n'est pas un lieu « physique », il n'y a pas de structure centralisée, c'est essentiellement un marché de gré à gré, d'ordinateur à ordinateur, entre banques et entre particuliers, que ce soit pour les changes de monnaies ou de produits dérivés.

Les marchés de taux d'intérêt, sur les emprunts contractés pour rembourser les dettes, sont les plus importants du monde, de l'ordre de 8000 milliards de dollars par jour (BRI). Vient ensuite le marché des changes, sur lequel les monnaies sont échangées, sur lequel il est possible de miser cent fois sa mise. C'est l'effet de levier, où les gains ou les pertes peuvent être exponentiels. Les taux de rendement sont étonnants, on peut doubler la mise en seulement trois mois. Les opérations de change et de spéculation pure auraient atteint un chiffre d'affaires quotidien de près de 4000 milliards de dollars, dont plus de la moitié proviennent des opérations de gré à gré, dans l'ombre et sans aucun contrôle.

Ces techniques financières utilisant des produits dérivés, dits toxiques, conçus à travers la titrisation, ont modifié la base sous-jacente des crédits, donc de la création de la masse monétaire en circulation, en les gageant non pas sur de l'épargne, mais sur des crédits transformés en titres financiers négociables.

Pour assurer leurs liquidités, les marchés financiers débridés ont ainsi inventé leur propre monnaie : le « crédit-dollar ». En

créant de l'argent sans fondement économique, ils ont créé de la valeur virtuelle. En même temps, ils se sont mis à l'abri de tout contrôle pour éviter d'avoir à rendre des comptes.

Le « crédit-dollar » est cette espèce étrange de monnaie privée, éphémère, immatérielle, incertaine, instable et mouvante, qui n'est répertoriée par personne en tant que telle et n'existe que dans les marchés financiers. Mais ses volumes défient l'imagination. La masse monétaire créée par la tritrisation et les produits dérivés représenterait plus de 80 % des liquidités mondiales.

Indispensable au fonctionnement de la finance, le « crédit-dollar » a rendu l'économie dépendante du crédit dont se nourrissent les financiers, comme d'une drogue. La finance a pris la main sur l'ensemble des circuits de production et de consommation des biens et services dits de l'économie réelle. La dégradation de la vie quotidienne des populations dépend désormais directement de ce qui se passe sur les marchés financiers.

LE TEMPS FAIT DE L'ARGENT LA DETTE DE LA MONNAIE

L'invention du temps morcelé qui s'écoule du futur vers le passé, dont l'immédiateté présente nous échappe, est devenue la source de toutes les spéculations. C'est le temps des machines informatiques, le temps des séparations numériques arbitraires qui nient toute relation interactive avec l'humain dans son histoire et son environnement.

« Le temps, c'est de l'argent » (« Time is money »)

BENJAMIN FRANKLIN.

Dans le monde financier, le temps est vraiment de l'argent. L'argent peut produire lui-même de l'argent s'il en a le temps. Le taux d'intérêt exprime la valeur temporelle de l'argent. Le risque lié à l'incertitude de ce que l'emprunteur va faire de l'argent qu'on lui prête a aussi un prix. La capitalisation et l'actualisation sont d'une importance cruciale dans tous les calculs financiers dominant les opérations bancaires et elles sont au cœur de toutes les théories des mathématiques financières. L'actualisation est la mesure de la valeur actuelle d'une somme d'argent dans le futur, alors que la capitalisation est le calcul de la valeur future par rapport à sa valeur présente.

Dans un système où tout est interdépendant, à chaque action il y a toujours une rétroaction (feedback), d'où émerge un effet

en boucle, et comme pour tout effet en boucle la dynamique se nourrit du léger retard qui existe entre le « faire » et « l'effectif », il s'agit d'un épiphénomène résultant du temps nécessaire au système pour se mettre à jour. Dans cette faille du temps se trouve la brèche par laquelle s'engouffrent toutes les spéculations, ruinant un capitalisme dépassé.

Ce léger retard peut être de l'ordre d'un millième de seconde comme dans le trading haute fréquence, ou bien de plusieurs jours, voire de plusieurs mois pour les « futures » ou les produits dérivés. Les futures sont des contrats à terme permettant de s'engager sur un prix pour un produit sur une date future. Les produits dérivés sont des paris sur la variation des cours dans le futur. Il en est de même pour les dettes quand elles sont titrisées, car leur valeur est un pari sur leur valeur éventuelle dans le futur. On retrouve aussi ce décalage dans le temps avec tous les montages pyramidaux. C'est l'anticipation dans un futur hypothétique qui permet de marchander les produits financiers.

« La Dette publique devient l'un des leviers les plus énergiques de l'accumulation initiale. Comme par un coup de baguette magique, elle confère à l'argent improductif un talent procréateur qui le transforme en capital, sans qu'il ait besoin de s'exposer au dérangement et aux risques des investissements industriels [...] Les créanciers de l'État ne donnent rien, car la somme prêtée est transformée en obligations publiques facilement transférables qui continuent exactement à fonctionner entre leurs mains comme si elles étaient autant d'argent liquide. »

KARL MARX, *LE CAPITAL*

La dette en elle-même est un instrument conçu pour créer de l'argent, car sa somme est effectivement comptée plusieurs fois. Une première comme crédit à rembourser par l'emprunteur, mais aussi comme somme utilisable au présent par le créateur, étant donné qu'on suppose qu'elle sera honorée comme convenu. Là aussi, on utilise la faille du temps, on anticipe sur le futur comme s'il était déjà là, en transformant des créances en moyen de paiement.

« Fondamentalement, le mécanisme du crédit aboutit à une création de moyens de paiements ex nihilo (à partir de rien), car le détenteur d'un dépôt auprès d'une banque le considère comme une encaisse disponible, alors que, dans le même temps, la banque a prêté la plus grande partie de ce dépôt, qui redéposée ou non dans une banque, est considérée comme une encaisse disponible par son récipiendaire. [...] Au total, le mécanisme de crédit aboutit à une création de monnaie ex nihilo par de simples jeux d'écritures. »

MAURICE ALLAIS, *PRIX NOBEL DE SCIENCES ÉCONOMIQUES*

L'accumulation de dettes crée beaucoup de monnaie, ce qui financiarise l'économie. Lorsque la masse monétaire devient largement supérieure aux besoins de l'économie, elle ne peut que s'accumuler en bulles spéculatives. Les crédits font des crédits qui font des crédits... C'est une accumulation de créances et de dettes en cascade qui se multiplient de compte en compte dans les flux numériques. Mais cet argent n'est qu'une illusion informatique, il n'a que la valeur de la confiance qu'on lui porte. Lorsqu'une bulle financière éclate, cette monnaie fictive s'évapore, certains font faillite, et il n'y a plus de liquidité. Ce n'est qu'une monnaie de singe que l'on cache derrière des comptes informatisés, des dettes marchandisées, des jetons de casino joués à la roulette en espérant que tout le monde payera. Et cela marche tant que la confiance dure, sinon ce sont des ruines en cascade, un coup de vent de panique...

« Contrairement à une idée encore trop répandue, la fonction des banques consiste beaucoup moins à collecter des dépôts dans le public qu'à créer de la monnaie au profit des entreprises, des particuliers et de l'État. La création monétaire par les banques se réalise par trois voies principales : les crédits aux entreprises et aux particuliers, les concours à l'État, les achats de devises étrangères. [...] Le pouvoir de création monétaire du système bancaire, pris dans son ensemble, tient au fait que celui-ci n'a pas besoin, pour accorder des crédits, de disposer préalablement des ressources correspondantes, puisque la distribution du cré-

dit se traduit presque dans tous les cas par une monétisation de créances. [...] Dans la mesure où ces dépôts, utilisés par chèques et virements, constituent la forme de monnaie la plus répandue, et, de ce fait, demeurent pour la plus large part dans le circuit bancaire, les banques peuvent développer leurs concours sans avoir à se procurer un montant correspondant de ressources pour les financer. »

BANQUE DE FRANCE, 1972

Lorsque l'on transforme des créances en moyens de paiement, on crée de la monnaie disponible. Une banque a tous les jours une montagne de promesses de créances qui correspond à une somme que la banque n'a pas, mais aura un jour si tout se passe bien. Les banques utilisent cet argent investi et jouent avec des valeurs de promesses de créances donc d'argent spéculatif. Il y a en effet complot du système bancaire, lorsque celui-ci décide à qui ira la monnaie créée. Avec les dettes, l'argent réel est mélangé avec de l'argent inventé. Tout repose alors sur la confiance accordée au système. La monnaie, elle-même, n'est qu'une dette de banque qui circule parce qu'elle est reconnue comme moyen de paiement. Elle n'a aucune réalité autre que la confiance que l'on a en l'émetteur.

La monnaie n'est pas simplement un moyen d'échange, c'est avant tout un outil qui permet à une toute petite minorité d'exploiter le travail humain, dont la captation de la plus-value par la classe bourgeoise n'est que la pointe de l'iceberg de l'escroquerie. Aujourd'hui, la monnaie est détachée de tout support matériel, on peut en créer à l'infini. La monnaie est devenue discrètement un outil fabuleux qui sert directement les intérêts privés de l'aristocratie financière. La création monétaire, instrumentalisée au bénéfice exclusif de la finance, est une économie-fiction construite sur un futur chimérique.

« Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin. »

HENRY FORD.

INSTABILITÉ DE LA CAPTATION DES CRÉATIONS DE RICHESSES

« Le système monétaire contemporain est purement arbitraire, et la fabrication de l'argent dans le monde ne coûte guère plus que le prix de l'encre et du papier. »

CLIFFORD HUGH DOUGLAS, 1937

L'invention de la monnaie n'est qu'un simple jeu d'écritures, un arrangement entre puissants pour accaparer le maximum de richesses. Dans le système capitaliste financier, on peut distinguer plusieurs types de monnaies :

- La monnaie « permanente » est empruntée par l'État à sa Banque centrale dont il est le propriétaire, ce qui est interdit dans la zone euro depuis le traité de Maastricht, les gouvernements ne pouvant plus rembourser leurs dettes en créant leur propre monnaie, ce que font pourtant les Américains.

- La monnaie « centrale d'endettement » est créée par la Banque centrale et prêtée aux banques commerciales à un taux faible, d'environ 1 %.

- La monnaie « scripturale » est créée par les banques commerciales, par simple jeu d'écritures lorsqu'elles accordent un prêt, elles en inscrivent le montant correspondant sur le compte de leur client, sans disposer nécessairement des fonds.

En abandonnant leur droit de produire la monnaie (« permanente » ou « scripturale »), l'Europe s'est mise dans une situation de servage vis-à-vis des banques privées et des financiers. Cette création monétaire, à partir de dettes et de fonds spéculatifs, représente près de 90 % de la masse monétaire en circulation dans la zone euro à ce jour. Une élite de financiers internationaux détient le pouvoir suprême de création monétaire, et cela leur donne le contrôle des destinées des nations et de l'économie mondiale.

« Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation. »

THOMAS JEFFERSON, *PRÉSIDENT DES USA*

La référence dollar est menacée. En 2002, le dollar aurait rapporté 400 milliards aux États-Unis uniquement parce que c'était la devise internationale. Cela fait trop longtemps que les États-Unis vivent à crédit sur le reste du monde, plus de 14 000 milliards de dollars de dette. La confiance n'est plus là, et plus grand monde ne veut travailler pour un client qui ne paye pas ou s'il paye, c'est en « monnaie de singe » et « actifs toxiques ». Cette crise économique-financière est une mise au pas forcée du monde pour qu'il comprenne que son système de valeur dominant est « non négociable », mais pour combien de temps ?

Soumis jusqu'au bout à un système en perdition, les économistes et les politiques en sont réduits à émettre leurs pronostics sur un désastre inévitable, à savoir si l'Europe sombrera avant les États-Unis, la Grèce avant la Californie, l'Angleterre avant le Japon... le Dollar avant l'euro ou le yen. Déjà, les BRICS (Brazil, Russia, India, China, South Africa) utilisent leur propre monnaie dans leurs échanges, abandonnant le Dollar à sa fin déjà programmée.

Aux États-Unis la planche à billets tourne à plein régime. L'injection massive de liquidités dans l'économie américaine par la Réserve fédérale entraîne une baisse du cours du dollar. Chacun des protagonistes souhaite secrètement disposer d'une devise faible afin de relancer sa croissance économique. Mais le

système se rééquilibre automatiquement et la dévaluation de l'un entraîne une réévaluation pour les autres.

« L'unique objectif de ces financiers est le contrôle du monde par la création de dettes inextinguibles. »

HENRI FORD

Le Trésor des États-Unis vend directement ses titres à la Banque Centrale, qui fait alors marcher la « planche à billets » pour les acheter. Le système de la Réserve fédérale (FED) ne possède pas les moindres réserves et n'est pas fédéral. C'est une institution privée, possédée par des banques d'affaires, un syndicat du crime d'émission monétaire, dont les membres se sont octroyé le privilège exorbitant de fabriquer l'argent.

La FED crée de la monnaie et donne en cadeau des milliers de milliards de Dollars aux banques et les États empruntent à ces mêmes banques privées avec de gros intérêts. La Fed continue d'imprimer des dollars, 600 milliards entre janvier et juin 2011. Les Chinois possèdent encore plus de 1000 milliards de Dollars de bons du Trésor américain, mais la Fed est passée devant la Chine et est devenue la plus grosse détentrice d'emprunts d'État américains. Les Bons du Trésor US sont un marché qui n'a désormais plus qu'un seul acheteur : la Réserve fédérale US.

« Nous avons déjà 48 des 50 États des États-Unis en faillite technique ; nous avons une dette du Trésor et de la Réserve fédérale qui avoisine les 23000 à 25000 milliards de dollars. L'effondrement d'une dette de cet ordre, une dette en dollars, entraînerait immédiatement toutes les économies du monde dans la faillite. »

LYNDON LAROCHE, *ÉCONOMISTE AMÉRICAIN*

Les États-Unis, le Canada, la France et les autres pays d'occident se sont fait usurper le droit de créer leur propre monnaie par un cartel international de banquiers privés. Ce cartel tout puissant peut créer de l'argent à partir de rien tout en nous demandant de repayer les intérêts à des taux prohibitifs.

Toutes les crises sont précédées d'une énorme création monétaire, car la surliquidité fait gonfler les bulles financières. Le

système monétaire, qui déborde de liquidités, est devenu très instable, ce qui met en danger le système tout entier.

Les dettes ne peuvent pas toutes être payées, alors on emprunte sur un futur hypothétique. En fait, la somme d'argent que l'on doit aux banques ou aux financiers est largement supérieure à la monnaie en circulation. Ce qui fait que si l'on actualisait les remboursements des annuités futures ici et maintenant, il n'y aurait tout simplement pas assez d'argent disponible pour couvrir les dettes, et il en manquerait beaucoup. Les dettes dépendent d'autres dettes qui dépendent d'autres dettes, une sorte de chaîne pyramidale, une escroquerie utilisant le schéma de Ponzi, comme pour l'affaire Madoff. Donc pour pouvoir continuer à fonctionner, ce système de fraude générale a besoin d'une croissance permanente infinie, sinon il s'écroule. Mais l'économie mondiale n'est plus capable de créer de la croissance sans générer de nouvelles dettes. Aujourd'hui, les dettes s'accumulent et s'enchaînent sans limites, dépendantes d'une croissance en panne durable.

Cette crise perpétuelle n'est plus que l'achèvement routinier d'une société sans devenir.

LA TYRANNIE ÉCONOMIQUE

« Les idées dominantes d'une époque n'ont jamais été que les idées de la classe dominante. »

KARL MARX, *MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE*

À l'origine, l'économie est l'art de bien gérer sa maison. Mais cette maison n'étant pas isolée, il a bien fallu tenir compte de sa relation avec le monde extérieur. Alors, l'économie est devenue une méthodologie des phénomènes concernant la production, la circulation, la distribution, la répartition et la consommation des richesses et des marchandises.

Mais c'est après, sous le capitalisme, qu'elle a pris le sens d'organisation de la production, des échanges commerciaux, de la relation entre travail et capital, salaire et profit, monnaie, crédit, finance... pour, en fin de compte, représenter le régime auquel est soumise une population en ce qui concerne la propriété privée des moyens de production accaparée par la classe dominante, et le système de gestion des richesses appropriée par les milliardaires.

L'économie spectacle est une sorte d'artefact qui déforme nos perceptions de la vie, en nous la faisant prendre pour une réalité extérieure étrangère qui nous échappe et nous domine.

Les manipulations de chiffres et de pourcentages par les experts de l'économie maintiennent un flou opaque où se dissimule l'énormité de la grande rafle des richesses, opérée dans l'ombre par l'aristocratie financière et la haute bourgeoisie. La primauté de l'économie sur toute autre considération est dans la logique même du capitalisme, pour laquelle la vie sociale ne peut être que réduite à l'exploitation du plus grand nombre par une petite minorité dominante. L'économie n'est que le discours scientifique de sa domination.

« L'économie politique [...] exprime le processus matériel que décrit en réalité la propriété privée, en formules générales et abstraites, qui ont ensuite pour elle valeur de lois. »

KARL MARX, *MANUSCRITS DE 1844*

La domination économique a créé sa propre réalité. Le prix qui se forme sur un marché ne reflète plus un équilibre entre l'offre et la demande, mais la manière de voir de ses investisseurs. Le capital s'investit là où la rentabilité leur paraît pour l'instant suffisante, et abandonne les projets qui apparemment n'apportent pas assez rapidement de gros bénéfices, ce qui oriente et détermine irrémédiablement l'évolution économique et financière qui se déstabilise structurellement, et ceci pour longtemps

« Le fétichisme de l'argent fait partout triompher le calcul égoïste ; le chacun-pour-soi est devenu chacun contre soi et contre tous. [...] Le mensonge règne partout où la seule vérité est celle du profit. »

RAOUL VANEIGEM, *MODESTES PROPOSITIONS AUX GRÉVISTES*

Selon les lois de l'économie, sur les marchés de biens ordinaires la concurrence se veut régulatrice. Lorsqu'un prix augmente, les producteurs accroissent leur offre et les acheteurs diminuent leur demande ce qui fait baisser les prix. Le feedback est modérateur et rétablit l'équilibre. La situation n'est pas du tout la même sur les marchés financiers. La hausse des prix attire des acheteurs qui accentuent et amplifient cette hausse cumulative jusqu'à l'imprévu inévitable, le krach qui inverse brutalement le mouvement dans le déséquilibre et la confusion générale. Un titre financier est un droit sur des revenus futurs. C'est une prédiction

qui se nourrit d'elle-même dans une insécurité croissante. Pour l'évaluer, il s'agit de prévoir un futur incertain et de croire en sa prédiction, ce qui échappe complètement à l'économie. C'est un pari sur l'avenir qu'on croit construire, sur un futur qu'on s'imagine. La maîtrise de prédictions incertaines ne repose plus que sur des croyances mégalomaniaques.

« C'est la théorie qui détermine ce qu'on peut observer. »

ALBERT EINSTEIN.

L'économie est une théorie méthodique qui veille au bon ordre des phénomènes concernant la production, la répartition, les échanges et la consommation des richesses. C'est une science déductive qui étudie l'administration des ressources, l'action rationnelle et les processus institutionnalisés. La méthode économique juge et explique les conséquences de certains choix effectués, en appliquant des techniques mathématiques, statistiques et probabilistes à l'étude des données spécifiques, bien séparées les unes des autres. L'économie politique est basée sur un principe borné de séparations réductrices.

« On fait violence au système entier si on considère les différentes parties de façon séparée ».

GREGORY BATESON, *UNE UNITÉ SACRÉE, QUELQUES PAS DE PLUS VERS UNE ÉCOLOGIE DE L'ESPRIT*

Les experts isolent les objets hors de leur contexte, aveugles aux interactions complexes qui composent la globalité, ignorant que tout est lié en étroite relation avec la société et l'écosystème de la planète, car lorsque l'on change un des facteurs c'est l'ensemble qui se retrouve un peu plus transformé.

« Où la séparation règne, chacun est vraiment tenu à l'impossible. La manie cartésienne de morceler et de progresser par degrés garantit toujours l'inaccompli et le boiteux. Les armées de l'Ordre ne recrutent que des mutilés ».

RAOUL VANEIGEM,
TRAITÉ DE SAVOIR-VIVRE À L'USAGE DES JEUNES GÉNÉRATIONS

Un système d'organisation qui se réduit à des principes d'ordres et d'interdictions, de spécialisations et de dissections, de calculs et de probabilités, se retrouve figé dans ses limites et ne peut évoluer. Il finira tôt ou tard par ne plus pouvoir fonctionner, se bloquant dans un immobilisme autodestructeur. Une théorie gestionnaire qui ne comprend pas les relations sociales auto-organisatrices, qui ne prend pas en compte la récursivité permanente des phénomènes financiers et sociaux ainsi que l'importance des rapports de lutte des classes entre exploités et usurpateurs des richesses, une telle pensée est condamnée à la platitude d'un dogme conservateur, borné et autosuffisant, refermé sur lui-même dans ses petits calculs justificateurs, limité au cadre de sa servitude au système dominant, inapte à comprendre les phénomènes imprévus, aveugle aux événements improbables.

« Ils sont incapables de comprendre les problèmes fondamentaux de cette civilisation puisque leur pensée et leur vision du monde correspondent exactement à la situation qu'ils reflètent et reproduisent sans cesse. »

WILHELM REICH.

Ce que présente l'économie n'est que la forme de structure qu'elle a elle-même construite au cours de sa procédure de vérification. Son prétendu savoir n'existe en fait pas. Ce n'est qu'une illusion engendrée par les croyances qu'elle produit en acceptant l'ordre des choses comptables tel qu'elle le pose au départ de sa vérification.

Les économistes nient le pouvoir du seigneur et renient l'esclavage économique imposé par la classe dominante. On peut voir dans certains syndicats et partis politiques des analyses économiques grotesques expliquant comment revendiquer une plus juste répartition des richesses dans un capitalisme plus humain. Ils partent de l'hypothèse stupide que les plus riches auraient les plus hauts salaires, ignorant tout du profit du capital et des revenus financiers, n'ayant rien compris au fonctionnement du système capitaliste.

« Moraliser le capitalisme c'est un peu comme humaniser la peine de mort. »

CHRISTOPHE ALÉVÊQUE

L'économie est le discours scientifique de la soumission qui économise la vie. Les puissants de ce monde ont investi dans les médias pour contrôler les cerveaux des masses laborieuses, et l'économie en est le système d'exploitation sur lequel tournent les logiciels de la propagande. L'économie politique est un scientisme dogmatique dont la méthode, sa logique elle-même, sert de propagande manipulatrice à la classe dominante pour conditionner les masses asservies.

« Quand l'économie toute-puissante est devenue folle [...], elle a supprimé les dernières traces de l'autonomie scientifique, inséparablement sur le plan méthodologique et sur le plan des conditions pratiques de l'activité des chercheurs. On ne demande plus à la science de comprendre le monde, ou d'y améliorer quelque chose. On lui demande de justifier instantanément tout ce qui se fait. »

GUY DEBORD, COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE

L'économie mondialisée se présente comme une positivité absolue, indiscutable et inaccessible, un scientisme spectaculaire totalitaire, construit sur des statistiques et des mathématiques afin de paraître irréfutable, et présenté comme étant indispensable et incontournable pour protéger l'ordre des choses marchandes dont profite allègrement une petite caste dans l'obscurité.

Les observations du monde ne sont pas absolues, mais relatives au point de vue de l'observateur dans son contexte particulier. Dès son observation un fait est interprété. L'économiste, qui par principe ne prend pas en compte sa propre perception dans son jugement, s'exclut lui-même de ses observations. Le concept économique du monde est extériorisé de telle façon qu'il apparaît au sujet qui l'utilise, comme une propriété de l'objet, donnée par sa perception indépendamment de son activité mentale. C'est cette tendance qu'ont les activités mentales à devenir automatiques, et leurs résultats à être perçus comme extérieurs au sujet, qui engendre la conviction qu'il existe une réalité économique du monde indépendamment de celui qui l'observe et l'interprète.

L'objectivité de la réalité économique est une croyance fantasmagorique de celui qui décrit et interprète afin de construire ses propres certitudes. Il n'y a pas d'observation du monde extérieur indépendamment de l'observateur qui la fait. La logique du monde capitaliste est celle de sa description économique, mais sous un autre point de vue elle pourrait être complètement différente. Comprendre les processus au moyen desquels nous construisons notre expérience du monde peut nous aider à le faire différemment et devenir plus opérationnel, c'est-à-dire plus libre.

La réalité de l'économie n'est qu'une réalité comptable de la société. Sa méthodologie concrète réside uniquement dans son abstraction mathématique. Les rapports humains, les désirs de vivre de chacun ne sont appréhendés qu'au travers des calculs égoïstes de quelques intérêts privés avides de profits faciles à court terme. L'économie construit des réalités mathématiques pour le profit de la classe dominante.

La logique économique, limitée à sa croyance aveugle en la perfection mathématique et son dérivé statistique, ne peut sortir de son propre cadre conceptuel pour comprendre la société humaine, sans se renier dans son fondement même. Tout système de pensée, qui se prétend irréfutable, se vérifie uniquement par lui-même.

« Un système ne peut lui-même prouver sa propre logique et cohérence. [...] Pour démontrer sa cohérence, tout système doit nécessairement sortir de son propre cadre conceptuel : seuls des principes interprétatifs extérieurs, que le système ne peut créer lui-même, permettent de démontrer qu'il ne renferme aucune contradiction. [...] Une interprétation de la réalité n'est pas la réalité elle-même, mais seulement une interprétation. »

PAUL WATZLAWICK, *L'INVENTION DE LA RÉALITÉ*

Lorsqu'une interprétation du monde, comme l'économie, prétend tout expliquer, le fonctionnement du système interprétatif lui-même demeure malgré tout inexplicable selon sa propre logique mathématique.

De ce fait, le point de vue économique n'a plus de certitude, car il ne peut prétendre qu'aux approximations incertaines de ses processus interprétatifs, qui lui restent toujours, en partie, incompréhensibles.

Lorsque la théorie économique se réfère à elle-même pour établir sa propre vérité et ainsi la valider, une tache aveugle imperceptible apparaît, car elle ne peut pas voir que cette façon de voir dépend du point de vue adopté au préalable. Cette cécité localisée, permet à l'économiste de croire en la vérité absolue de son point de vue et en la perfection incontestable de sa doctrine. Si ce principe méthodologique est accepté, il est intégré au système de pensée. Il devient alors impossible, dans les termes de ce système, de le considérer comme faux. C'est ainsi que le monde n'apparaît plus que sous cette façon de voir les choses de la vie, en leur donnant l'apparence de choses marchandes calculables.

L'économiste, qui croit que sa doctrine est absolue et éternellement valable, se sent obligé de dénigrer et d'anéantir tout ce qui peut contredire son propre dogme. Toute interprétation du monde, qui se prétend absolument vraie, exclut par définition la coexistence d'autres interprétations. Dès que l'on prend des suppositions pour des données incontestables, l'idée même de pouvoir les remettre en question n'est plus accessible. Les prétendues-vérités économiques sont toujours totalitaires, c'est pourquoi leur règne mondialisé ne peut-être qu'une dictature généralisée.

Quand les affirmations économiques sont toujours validées par la politique, justifiant la contrainte générale, l'obscurantisme règne en maître par manipulation mentale. La recherche de solutions possibles n'a plus lieu d'être, les affirmations sont définitivement établies et ne sont plus contestables, le doute est banni.

L'important, dans le fait d'accepter les choses telles que les présente le conformisme économique, c'est que l'on considère ces choses comme des marchandises, mais aussi tout le reste, en fonction de cette acceptation, dans une soumission totale à sa vision uniforme du monde.

L'économie politique, comme science dominante et comme science de la domination, a envahi et occupé toute la vie sociale.

« Mobilisant tout usage humain et saisissant le monopole de sa satisfaction, la valeur d'échange a fini par diriger l'usage. Le processus de l'échange s'est identifié à tout usage possible, et l'a réduit à sa merci. »

GUY DEBORD, *LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

L'économie n'est plus que l'aspect scientifique justificateur des rapports d'exploitation des populations de la planète par une petite caste dominante. Lorsque le produit du travail est arraché au producteur en échange d'un salaire, la valeur de l'usage dans la vie quotidienne est remplacée par la valeur d'échange, l'argent du salaire n'étant qu'une unité quantifiable de l'échange. L'échange n'a de valeur que dans la valeur ajoutée qu'il produit. C'est une affaire profitable à réaliser pour certains au détriment des autres. L'échange est toujours une escroquerie, une arnaque d'où tout produit du travail trouve sa valeur comme marchandise à marchander. La valeur humaine et sociale a été déplacée de l'usage lié au contexte du vécu, vers le seul et unique moment de l'échange marchand.

En dérobant toute valeur à l'usage, c'est la qualité, la durabilité, l'ingéniosité, l'utilité et le plaisir qui l'accompagne, qui perdent toute valeur pour le profit de l'unique échange. La marchandise n'est plus qu'une camelote frelatée qui n'a de valeur que dans le moment de son achat, magnifié par manipulation publicitaire. La qualité de la production perd son usage pour le seul intérêt de la quantité d'affaires à faire.

Le seul instant qui concentre toute valeur est le moment de l'échange. Ce moment est soigneusement préparé, emballé et conditionné, par de multiples combines, illusions, mensonges et manipulations mentales. En consommant l'image paradoxale qu'on a pris soin de substituer à la réalité d'usage du produit, le consommateur se consume lui-même en digérant ses propres illusions. C'est l'illusion généralisée qui est ainsi acceptée dans

l'acte de consommation de marchandises, acte où se concentre toute valeur, acte dont le spectacle est la manifestation générale.

Tout est permis pour rafler la plus grande quantité de valeur dans une transaction qui ne peut être que douteuse. La valeur d'échange comme système de fonctionnement d'une société est une organisation totalitaire construite sur le vol, l'escroquerie et la misère du plus grand nombre pour le profit de quelques-uns qui en jouissent allègrement à l'ombre du spectacle.

La valeur d'échange, le capitalisme, l'économie mondialisée et le spectacle marchand ne sont que les différents aspects d'un seul et même système d'exploitation généralisée. L'argent y représente l'équivalence centrale, le caractère quantifiable de l'échange comme valeur universelle. Le spectacle, c'est l'argent que l'on admire et envie, c'est la totalité de l'usage de la vie détournée en pseudo-usage de sa survie, représentation abstraite de l'échange comme valeur totale.

L'ÉCONOMIE DÉPASSÉE

Le scientisme déterministe de l'économie se comporte comme s'il était propriétaire de la vérité universelle, actionnaire de la logique et maître de la pertinence. Mais dans une période de confusion de la communication, d'irruption d'imprévu et de changements inévitables, son autosatisfaction conservatrice se retrouve vouée à l'échec et condamnée à des erreurs fatales, pouvant provoquer son auto-destruction. Quand le monde sort du cadre de référence, il s'agit de réfléchir aux conséquences fatales de la manipulation des capteurs et indicateurs d'un environnement sur la perception de cet environnement.

« Mettre de l'ordre dans l'ignorance en la quantifiant ne remplace pas la connaissance, calculer l'impossible ne permet pas encore de distinguer le réel du possible. »

HENRI ATLAN, *SECONDE CYBERNÉTIQUE ET COMPLEXITÉ*

L'économie ne peut pas admettre l'existence d'un extérieur, d'un ailleurs possible, elle ignore totalement la nécessité d'un recadrage sur une situation inattendue, car elle est dans l'impossibilité d'envisager la faillite de son propre système, car sans lui elle ne peut plus exister. L'économie ne peut comprendre la crise qui lui tombe dessus, car elle ne voit que l'économie réelle, et ne peut pas prendre en compte ces gigantesques spéculations financières obscures, hors bourse et hors marché organisé, qui

échappent ainsi à ses calculs et donc à tout contrôle. Ces produits toxiques qui circulent dans l'ombre des réseaux informatiques, d'ordinateurs à ordinateurs, ruinent une économie dépassée par des événements imprévisibles qu'elle ne peut pas comptabiliser. On parle alors, de crise systémique.

Les économistes ont inventé le risque systémique, comme si la systémique n'était plus qu'une particularité du risque. La systémique est seulement un outil pratique et pragmatique qui peut nous permettre de comprendre le fonctionnement des événements complexes qui sont en train de s'effectuer, avec leurs interractions, dans leur contexte et leur environnement, et ainsi de pouvoir se les approprier sans se faire piéger par des interprétations inadaptées et inefficaces.

Le risque systémique serait la probabilité d'un dysfonctionnement paralysant l'ensemble du système financier, conséquence d'engagements croisés et de suite de dettes titrisées, première étape avant des faillites en chaîne, conduisant à un effondrement du système financier mondial.

L'imprévisible n'étant pas du domaine de l'économie, certains financiers se sont intéressés à la théorie du cygne noir, de Nassim Nicholas Taleb, théorie selon laquelle un événement imprévisible a une faible probabilité de se dérouler, mais s'il se réalise, les conséquences ont une portée considérable et exceptionnelle. Elle démontre la sévère limitation de notre connaissance, basée le plus souvent sur l'étude et l'observation d'occurrences passées. Mais lorsqu'un seul cas, jusqu'alors inconnu survient, c'est l'ensemble du système, ses croyances et présupposés, qui s'effondrent, avec les conséquences en cascade que cela implique. Ainsi, l'économie construit des raisonnements à partir d'informations incomplètes, ce qui la conduit à des certitudes erronées et aboutit à des décisions dangereuses.

Jusqu'au 17^e siècle, on considérait, en Europe, que le cygne était un animal blanc. Cette croyance était d'une telle inten-

sité que la simple hypothèse qu'un cygne d'une autre couleur existait pouvait vous mener au bûcher. Avant la découverte de l'Australie, cette croyance absolue était confortée par une complète évidence empirique. Les Cygnes noirs, ces événements aléatoires, hautement improbables, ont un impact énorme, car ils sont presque impossibles à prévoir, et pourtant, a posteriori, nous essayons toujours de leur trouver une explication rationnelle, lui inventant après coup une apparente et sécurisante prévisibilité.

Pour ne pas se laisser dépasser par les événements, il est prudent de ne plus s'agripper à nos croyances, de ne pas tenir compte des propos des « experts » trop conformistes et trop spécialisés, et cesser de tout prévoir. On ne se protège pas contre l'impossible, et pourtant l'imprévisible est hautement probable. Les changements importants dans l'histoire ne sont pas le fruit de relations de cause à effet, mais de l'émergence au cœur d'interactions complexes, de manifestations brusques d'enchaînements d'événements improbables, inattendus et « imprédictibles ». Les récents soulèvements dans les pays du Maghreb et dans certains pays arabes ont surpris tout le monde tant par leur ampleur que par leurs formes inattendues.

Les particularités des individus, leurs souffrances et leurs désirs, leurs vies sociales faites de coopérations et de luttes n'ont pas d'existence économique. L'individu, dans l'économie, n'est qu'une donnée statistique, un calcul de rentabilité, un consommateur à manipuler, une marchandise dont il faut tirer le maximum de profits. C'est pour cela que l'économie ne peut pas comprendre l'être humain, créatif, incertain et imprévisible.

« L'être humain n'est jamais achevé, mais toujours en devenir et conditionné par les circonstances environnantes. Il ne constitue pas une unité mais une association. »

GEORG GRODDECK, *NASAMECU*

Les rapports entre individus, dans une société, ne sont pas déterminables ni quantifiables. Ils sont faits d'interactions multiples, associées dans une récursivité circulaire, d'où émerge une auto-organisation qui s'autoproduit en modifiant ses propres règles de fonctionnement.

« Si l'univers est récursif, alors nos explications et notre logique doivent également être fondamentalement récursives. »

GREGORY BATESON, *UNE UNITÉ SACRÉE,*
QUELQUES PAS DE PLUS VERS UNE ÉCOLOGIE DE L'ESPRIT

L'économie est un modèle de prévisibilité et de certitudes, construit sur des « a priori » mathématiques. Elle dissimule mal son hypothèse métaphysique centrale qui lui autorise de découvrir des choses marchandes, qui existeraient indépendamment de ceux qui les observeraient selon leur situation sociale dans le cours de leur histoire particulière, excluant l'humain dans son vécu personnel beaucoup trop hasardeux.

« Un monde vraiment objectif, dénué de toute subjectivité, serait de ce fait inobservable. »

HEISENBERG, *CITÉ PAR PAUL WATZLAWICK,*
L'INVENTION DE LA RÉALITÉ

Les explications économiques se servent de la marchandise, séparée arbitrairement de son observateur et de son producteur, comme fondement de ce qu'elle affirme comme vérité universelle. Cette évacuation de l'incertitude humaine lui permet de croire qu'elle peut tout gérer et tout contrôler dans la société, et c'est là qu'elle sombre dans l'erreur inévitable.

Son contrôle n'est qu'illusion. Le « marché secondaire » avec ses fonds spéculatifs circulant dans des réseaux opaques, hors de sa portée, lui échappe totalement. C'est ainsi qu'elle occulte les trois quarts de la richesse du monde, celle qui est à l'origine des bulles et des krachs financiers, qu'elle ne prend pas en compte et ne peut donc pas comprendre. Elle agit comme s'il n'y avait pas de menace, sinon, elle lui serait forcément fatale.

Les économistes nient le pouvoir de création de richesse par une accumulation en chaîne de dettes, parce qu'ils nient le pouvoir financier de la haute bourgeoisie sur le monde, plongeant par son analyse réductrice, la globalité du système dans la confusion incertaine d'une ruine plus que probable. Le capitalisme désorienté va s'enfoncer dans un chaos au cheminement indéterminé.

Tout changement fondamental est toujours imprévisible. L'économie politique ne peut anticiper ni prévoir des bouleversements qui la remettraient elle-même en jeu, ainsi un krach du système lui semble a priori improbable. L'économie ne peut pas envisager son implosion, parce que, pour cela, il faudrait qu'elle puisse s'observer de l'extérieur, ce qui équivaldrait à ce qu'elle se dédouble. Et cela ne lui est pas possible, alors elle ignore ce qui la menace et prend des décisions stupides et dangereuses pour elle-même. Les contradictions et les dysfonctionnements se multiplient et l'incertitude se généralise.

Les solutions mécanistes d'une logique économique binaire, construite sur l'opposition du vrai et faux, et sur la démarche analytique d'une pensée linéaire où chaque cause produit son effet, selon l'expérience du passé, ne sont pas opérationnelles pour comprendre les problèmes de changements liés tant à leurs contextes interactionnels qu'à un objectif désiré. Observer le présent avec les dogmes du passé tend à figer la situation dans un immobilisme absurde et déjà dépassé. Cette croyance objectiviste selon laquelle nous sommes totalement déterminés par nos expériences passées et que nous n'y pouvons rien, peut aboutir, alors que la faillite générale se fait menaçante, à des raisonnements et des pratiques suicidaires.

Préparer le futur modifie notre vision du passé ainsi que la manière d'appréhender le présent. Imaginer un avenir désirable c'est lâcher-prise avec ce passé mécaniste et marchand sans présent et sans devenir.

FUTUR EN FAILLITE

« C'est notamment au sommet de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus dérégées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. »

KARL MARX, *LE CAPITAL*

Dans un monde où « si tu as de l'argent, tu as du pouvoir sur les autres », la réelle gouvernance a été remise à ceux qui en avaient le plus. S'interdisant d'intervenir, les États ont laissé les marchés gouverner à leur place. Libéré de toute entrave, le capitalisme financier a pu imposer partout son pouvoir sans limites dans l'absence de normes et de réglementation, rendant ainsi inutile toute tentative de contrôle, et n'ayant comme seule règle celle du gain facile et rapide, à tout prix et à tout va.

« Les dirigeants politiques ne savent même plus ce qui se passe dans la sphère financière. Reprendre en main le système financier aurait pour conséquence de le détruire. »

JEAN DE MAILLARD, *L'ARNAQUE*

Ce n'est pas le projet utopique d'une « *taxation infime* » (Sarkosy) sur les transactions financières ou l'inefficace liste noire des paradis fiscaux qui pourront empêcher l'inévitable. Il ne sert à rien de chercher à interdire ce que l'on n'a pas les moyens d'empêcher, à moins que l'on ne veuille seulement faire croire que l'on agit quand on ne fait rien que du vent. L'économie mondiale dépend maintenant de marchés financiers incontrôlables. Les chefs d'État sont devenus les « *hommes de main* » de la grande finance, voire des « *hommes de paille* », des fusibles remplaçables.

L'arnaque est aujourd'hui générale et mondiale, c'est toute la société qui est escroquée par un petit groupe de multimilliardaires sans aucun scrupule. Et pendant ce temps, le petit lardin des milliardaires, le fou des rois de la finance, fait son spectacle quotidien et brouille les cartes pour mieux servir ses maîtres...

Dans la panique, les politiques retournent leur veste et appellent, dans le désespoir, à plus de contrôle. Mais lorsque tout est informatisé, mettre plus de contrôle provoquerait la multiplication de combines pour les éviter, et par conséquent plus de risques de dérapages. Les remèdes ont parfois des effets secondaires inattendus et plus destructeurs que le mal lui-même.

L'argent qui abondait, il y a quelque temps, dans les sphères de la haute finance n'a pas disparu avec la crise, il a seulement changé de main. Les prises de bénéfices s'accroissent aussi dangereusement que les faillites. La crise est crue, les pauvres paieront.

La richesse de quelques-uns s'est réalisée par l'accumulation permanente d'une part de la valeur du travail dérobée aux travailleurs. Ces sommes cumulées depuis des années représentent aujourd'hui des richesses colossales qui circulent sur les marchés financiers à la recherche de profits faramineux à court terme. Les richesses usurpées dans l'économie réelle passent par des paradis fiscaux, des comptes numérotés, puis sont rejouées dans l'économie virtuelle beaucoup plus lucrative, mais aussi plus incertaine.

C'est le temps des jeux sur la valeur de la valeur dans le temps. Sous le règne de l'arnaque, il s'agit de faire miroiter beaucoup d'argent facile et l'appât du gain fait le reste. Puis, il faut bien sûr, retirer sa mise avant la fin de la partie, sortir du jeu sans respecter les règles, ni les enjeux. À ce jeu pipé, les petits sont perdants, car ils subissent les fluctuations. Par contre, les très gros spéculateurs créent les mouvements et les renversements, de ce fait ils ont toujours un temps d'avance sur les autres, ce qui leur permet de rafler le pactole.

Le petit est bouffé par le plus gros et peu à peu, les petits spéculateurs deviennent eux aussi des prolétaires comme les autres. Les classes moyennes et une partie de la petite bourgeoisie rejoignent la foule de ceux qui n'ont que l'économie réelle en crise comme moyen de survie.

L'idéal pour les possédants est que le pauvre se croie riche tout en restant pauvre, c'est pourquoi l'usurpation des richesses disparaît du monde visible. Dans ce monde barbare, les truands de la fortune « *à tout prix* », ont tous les pouvoirs, et notamment celui de disparaître de la représentation spectaculaire du monde. Leurs lardins répandent la peur de la catastrophe pour maintenir le peuple dans la soumission et la servitude. Recroquevillé dans son quotidien, la trouille au ventre, il ne se rebelle pas. Et quand cette folie des accapareurs de richesse provoque de gros dégâts dans l'économie réelle, on demande aux populations appauvries de payer les réparations, afin d'éviter la banqueroute du casino mondial. Les gestionnaires d'État sèment la panique à tout vent pour mieux justifier la récession, consécutive au détournement des fonds publics, qui n'est qu'une escroquerie sociale de plus, mais une de taille démesurée.

« *Sur les marchés financiers, tout est désormais permis, parce que rien ne peut plus être interdit* »

JEAN DE MAILLARD ET PIERRE-XAVIER GRÉZAUD,
UN MONDE SANS LOIS

La mondialisation forcée a produit une multitude de risques nouveaux pour l'économie, qui a essayé de s'adapter à la hâte dans l'incompréhension et la confusion.

« Le risque vient du fait de ne pas connaître ce que vous faites. »

WARREN BUFFETT.

La finance sert d'assurance aux opérations économiques incertaines. Elle accapare cette gestion du risque par des trafics spéculatifs, ainsi que les revenus gigantesques qu'ils engendrent. C'est en faisant payer très cher son assurance des risques économiques que la finance a pu rafler la plus-value du capital ainsi que les gains de productivité que l'informatisation a pu générer. En manipulant l'économie par ses spéculations toxiques, la finance est devenue son propre but. La haute bourgeoisie joue sur les risques financiers dans une instabilité et une insécurité croissante qu'elle entretient, et elle gagne sur tous les fronts, mais la confiance disparaît et l'incertitude se généralise. La rémunération des risques, pari sur un futur rendu de plus en plus incertain, est devenue le seul enjeu mondial, le reste suit et cherche à s'adapter dans l'instabilité permanente et l'anxiété chronique.

Il n'y aura pas de reprise réelle. Les États-Unis se sont permis de produire de la dette pour s'enrichir et de la vendre partout sur la planète comme objet de spéculation. Ce cycle est bientôt terminé et cette dette américaine ne vaudra définitivement plus rien. Une succession d'attaques spéculatives contre divers pays va accentuer les faillites et le chômage. La dépression économique connaîtra probablement une accélération brutale. Les marchés financiers n'attendent qu'une chose pour faire le casse du siècle, c'est que l'on cède à la panique.

Le pacte social est passé aux oubliettes, car c'est le peuple appauvri qui est en train de passer à la caisse pour une crise inventée par les milliardaires de la finance. Les acquis sociaux, les aides sociales se réduisent petit à petit avant de disparaître, les retraites ne seront bientôt plus qu'un souvenir et le nombre de personnes perdant leur emploi explose, et bientôt un revenu

salarié va devenir un privilège. Quelle sera la réaction du peuple quand il comprendra que le pouvoir est dématérialisé au cœur du système ? Les gouvernants sont désormais incapables de garantir le minimum pour survivre de la moitié de la population mondiale. Les lois répressives se multiplient, le contrôle se durcit partout, le chômage se répand et la société est aujourd'hui sur le point d'éclater.

Dans la société du spectacle, plus de chômage ne veut pas dire plus de chômeurs. Du fait des radiations (500 000 par an en France), des indemnités limitées dans le temps et de quelques manipulations comptables, le nombre officiel de chômeurs peut apparemment ne pas augmenter. Le chômage, ça se cache. Actuellement, environ 70 % des Français sont sans travail. Si l'on soustrait les moins de 20 ans et les plus de 60, on n'est pas loin de 35 %. Plus de la moitié des chômeurs passe à la trappe comme par magie, et disparaît des statistiques, donc de la réalité des apparences dominantes.

La domination mondiale de la haute finance américaine repose sur une inflation de crédits douteux réalisés sur un dollar à la valeur défailante, mais dont les intérêts doivent absolument être payés par tous ces pays maintenant asservis. L'impérialisme financier se nourrit des dettes, des risques et même des faillites. Il réalisera ses plus gros coups à la limite de l'implosion générale du système.

Les financiers, qui se précipitent sur les dettes pour en tirer le meilleur profit, disposent rarement des fonds nécessaires pour faire face aux défauts de paiement, ce qui redouble les effets d'une faillite. Le jour où la planète financière s'écroulera, titres et obligations ne seront plus que des bouts de papier sans aucune valeur, des données numériques, sans aucune utilité, perdues dans un coin des réseaux informatisés.

Pire est l'économie, meilleure est la finance. Il y a beaucoup trop de richesses qui circulent en permanence dans les réseaux financiers, beaucoup trop de fortunes à ramasser facilement, pour que ce pillage puisse s'arrêter. Les déréglementations de la

spéculation, la mainmise sur les dettes des États, les paradis judiciaires et fiscaux, ainsi que l'informatisation des transactions ont fait qu'aucun retour en arrière n'est aujourd'hui envisageable.

La complexité des entreprises de la finance s'articule solidement avec les nouvelles technologies de la spéculation en réseau qui s'orientent à l'aveuglette. Le plus grand hold-up de tous les temps poursuit sa forfaiture de grande envergure dans des investissements pyramidaux, masqués en CDS et autres actifs toxiques par des opérations comptables complexes bien planquées dans de multiples filiales basées dans des paradis fiscaux, dissimulées dans des paquets de titres, éparpillées aux quatre coins du monde, sous diverses appellations. Les monstrueux profits spéculatifs ne sont que des emprunts à un futur incertain avec des délais de remboursement aléatoire. C'est un trafic sur le chaos, une arnaque sur un devenir virtuel qui est dans l'impossibilité de concevoir sa chute.

En accumulant des titres sur des biens qui n'existent pas encore, les spéculateurs mettent en jeu leurs fortunes en misant sur des prédictions hypothétiques de plus en plus douteuses. Il s'agit de lignes de crédit dans des listings qui oublient de mentionner qu'elles correspondent à des paris sur l'avenir, des dettes dont le remboursement est étalé dans le flou d'un futur confus, en espérant que tout se passe bien. En accumulant les paris douteux avec de l'argent qu'ils n'ont pas, les capitalistes ont parsemé leur parcours à venir de trous noirs inévitables et invisibles dans lesquels ils ne peuvent que sombrer tôt ou tard. La situation va encore empirer. Il n'y a pas de limites à la dégradation des conditions d'existence, sauf évidemment leur suppression.

L'ESCROQUERIE DE LA CRISE

La crise est un concept vague qui prend différentes significations selon les situations : aggravation soudaine, changement rapide, période de bouleversement décisive, cruciale, agitation soudaine, trouble violent, déséquilibre profond, désordres graves, rupture, cataclysme, conflit, instabilité permanente, risques, complexité, incertitude... Les crises financières, qui se produisent régulièrement et de plus en plus fréquemment, sont intrinsèquement liées au fonctionnement de l'économie mondialisée, dont l'informatisation sauvage accélère le processus cyclique.

« Il paraît que la crise rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres. Je ne vois pas en quoi c'est une crise. Depuis que je suis petit, c'est comme ça. »

MICHEL COLUCCI.

La crise a été inventée par la classe dominante pour infliger aux populations des mesures restrictives qu'elle n'avait pas réussi à imposer jusqu'à présent, afin d'en tirer de meilleurs profits, et ce n'est qu'un début, car tout peut s'accélérer.

« Les crises économiques ne sont pas des fléaux de Dieu ; elles sont, comme les guerres, l'oeuvre d'un petit nombre d'individus qui en profitent. »

HENRY FORD

La crise, qui ne peut-être fondamentalement que temporaire, révèle son escroquerie effective dans la durée. Une crise permanente n'a de sens que si on la croit provisoire. Croire que les gouvernances, en appliquant des politiques d'austérité budgétaire, chercheraient à faire payer aux plus pauvres l'addition d'une crise qui ne serait que temporaire, c'est croire au discours économique de cet état d'exception où le concept spectaculaire de « crise », masque effectivement son fonctionnement ordinaire, routinier et permanent.

Les mafias affairistes s'agrippent à la crise dont elles profitent, possédées par leur cupidité malade. La théorie de la crise est construite sur des croyances en des conspirations occultes, extérieures à l'économie elle-même, agissant dans l'ombre contre un capitalisme inévitable, qui ne peut être que le meilleur des systèmes, quoi qu'il arrive, achevant ainsi sa représentation.

« L'incertitude est ainsi organisée partout. La protection de la domination procède très souvent par fausses attaques, dont le traitement médiatique fera perdre de vue la véritable opération ».

GUY DEBORD, *COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

L'invention de la crise est une logique unificatrice contre un ennemi destructeur imaginaire, qui voudrait nous faire croire qu'un nouvel ordre mondial nous sauvera de l'insécurité et du chaos.

« Le désir d'être et de paraître cohérent fournit aux exploités une arme d'influence sociale extrêmement puissante. Il peut même nous pousser à agir de façon contraire à nos intérêts. »

ROBERT CIALDINI, *INFLUENCE ET MANIPULATION, COMPRENDRE ET MAÎTRISER LES TECHNIQUES DE PERSUASION*

Les êtres humains privilégient les croyances qui les arrangent, pour diminuer leur anxiété vis-à-vis d'un avenir de plus en plus opaque et confus qui échappe de plus en plus aux certitudes mises en spectacle, dont l'économie est la justification scientiste. La croyance aux vérités officialisées s'effrite dans le doute.

La crise, c'est le marché du pire, la guerre ouverte contre les travailleurs et les chômeurs. La rigueur enclenche des mécanismes de régression antisociale à perpétuité. Nous ne sommes plus très loin d'une récession généralisée qui conduirait tout droit à une dépression sans précédent, la misère contaminant la survie sur la planète.

« Le terme de "crise" n'a aucun sens. Il faut plutôt parler de mutation, comme quelque chose d'irréversible. Et profitons de cette mutation pour changer la donne. Nous vivons dans une période où tout est possible, y compris le pire. »

ALBERT JACQUARD

Le capitalisme financier, en imposant sa règle du jeu « toujours plus et encore plus vite, pour moi seul et contre tous », ne peut poursuivre son expansion sans croissance de l'économie. La propagation incontrôlable de « toujours plus de risques » pour « toujours plus de profits », provoque, par l'émergence de réactions en chaîne, de nouveaux risques globaux qui menacent une économie mondialisée, paniquée par une faillite plus que probable, pour le seul profit immédiat et aveugle de quelques grands bourgeois multimilliardaires.

Suite à quelques tentatives politiciennes de régulation des marchés financiers, ces attaques contre des petits pays retentissent dans le monde comme un coup de semonce envers toute tentative de contrôle sur leurs trafics, affirmant haut et fort que le nouveau capitalisme n'a d'autres règles à respecter que celles des financiers et de leurs succursales bancaires, sans foi ni loi, et surtout sans limites. Tout est prêt pour échapper à toute réglementation, des paradis réglementaires et fiscaux aux dark pools (boîte noire), des produits dérivés aux « crédits-dollars », des marchés de gré à gré au trading haute fréquence...

La finance n'obéit qu'à ses propres exigences de rentabilité, tous les coups sont permis. En quelques années, elle a complètement assujéti l'économie en se rendant indispensable par sa gestion des risques que par ailleurs elle fomentait, raflant au passage

les bénéfiques de productivité et la plus-value du capital. Fort à parier que la prochaine bulle éclatera plus vite que n'apparaîtra la croissance, car la crise économique s'est installée définitivement comme mode de fonctionnement.

« Ce qui est nouveau, c'est que l'économie en soit venue à faire ouvertement la guerre aux humains ; non plus seulement aux possibilités de leur vie, mais à celles de leur survie. »

GUY DEBORD, *COMMENTAIRES SUR LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

En pleine mutation, le nouveau capitalisme se dévore lui-même dans des dysfonctionnements qui se généralisent. L'économie saccagée est dépouillée et dépecée par une finance opulente, surexcitée par l'abondance d'un gain trop facile. Le ralentissement excessif de la circulation des échanges marchands aboutit à des obstructions locales, menant parfois jusqu'à l'embolie. La gangrène s'étend toujours davantage, ses mortifications se répandent, favorisant l'extension de nécroses dans un système qui sombre progressivement dans un coma inévitable. La gangrène se propage dans un système livré à lui-même, sans réelle gouvernance, qui impose les contraintes implacables nécessaires aux affaires mafieuses de financiers multimilliardaires, libres de piller tout ce qu'ils trouvent, tels des charognards dévorant ce qui reste d'un monde en décomposition.

Le spectacle, qui n'est rien d'autre que la vision publicitaire du monde marchand sur lui-même, ne parle que de crise économique, doublée d'une récession sociale, pour mieux faire disparaître cette gigantesque rafle des richesses par quelques accapareurs au dessus des lois, au-delà du visible, qui provoquent la ruine progressive du système.

« Tous les experts du pouvoir, et tous leurs ordinateurs, sont réunis en permanentes consultations pluridisciplinaires, sinon pour trouver le moyen de guérir la société malade, du moins pour lui garder autant que faire se pourra, et jusqu'en coma dépassé, une apparence de survie. »

GUY DEBORD, *PRÉFACE À LA QUATRIÈME ÉDITION ITALIENNE DE LA SOCIÉTÉ DU SPECTACLE*

Le pire est à venir. La peur de l'avenir n'est que l'expression de l'incertitude du devenir des capitalistes qui n'ont plus de futur. Tous ceux qui n'ont plus grand-chose à perdre ont tout à espérer d'un nouveau monde émergeant par nécessité. Ce qui nous arrive n'est pas un accident de parcours, mais bien l'aboutissement du capitalisme, l'achèvement d'un monde suicidaire.

PRÉSAGES D'IMPOSTEURS

« Le culte de l'objectivité scientifique impersonnelle, de la connaissance sans sujet, est la religion de la bureaucratie. Et parmi ses pratiques de dévotion favorite figure bien évidemment la statistique, par excellence science de l'État ».

RENÉ RIESEL ET JAIME SEMPRUN, *CATASTROPHISME, ADMINISTRATION DU DÉSASTRE ET SOUMISSION DURABLE*

Les experts sont devenus les propriétaires officiels de la représentation du monde. Ils calculent toujours leurs prédictions à partir de la structure du système actuel. Ils utilisent des statistiques et des calculs de probabilité pour déduire leurs pronostics à partir du point de vue restreint de l'administration des choses marchandes.

Les représentations du futur sont calculées par les experts du pouvoir avec la rationalité mathématique sur le modèle probabiliste, et sur l'hypothèse que tous les éléments pris en compte sont identiques et séparés, sans aucune interaction. Ces calculs sont toujours des approximations qui se prétendent toujours exactes, sous la bénédiction des sacro-saintes mathématiques et l'assurance de la rationalité informatique. Les outils de mesure utilisés par le calcul probabiliste inventent leur propre réalité, où les individus ne sont considérés que sous leur forme d'objets quantifiables.

« *Ce qu'on entend par réel se rapporte à des phénomènes actuels et virtuels, ordonnés suivant certaines règles, et non pas à un au-delà de l'apparaître.* »

ERVIN SHRÖDINGER, *LA NATURE ET LES GRECS*

Cette doctrine probabiliste est construite sur des entités statistiques dont les lois du modèle, issues de la structure de fonctionnement du système marchand, régissent les stratégies au coup par coup. La conformité de ses résultats à sa réalité comptabilisée, ne signifie rien d'autre que l'accord du modèle utilisé avec sa propre représentation du monde.

Dans le contexte de la crise, le changement apparaît momentanément en panne à tous ceux qui recherchent la solution finale en se projetant dans un avenir abstrait qui n'est qu'une projection de cette crise en représentation. Le futur est alors déterminé par une prédiction issue de cette représentation.

Mais une prédiction ne peut se vérifier d'elle-même que si, et seulement si on lui porte une croyance aveugle. La crise est crue et le doute n'a pas de place, la confiance doit être totale. Mais aujourd'hui, les contradictions s'emballent, l'incertitude se répand peu à peu par contagion, remettant progressivement en cause tout ce que l'on croyait définitivement acquis. Un monde de possibilités accessibles émerge peu à peu, et parfois même, brusquement.

« *La seule sauvegarde de l'État, c'est de répandre la peur et le désespoir. Il y réussit assez efficacement en accréditant une manière de vision apocalyptique. Il répand la rumeur que demain sera pire qu'aujourd'hui. La sagesse consiste donc, selon lui, à consommer, à dépenser avant la banqueroute, à rentabiliser tout ce qui peut l'être, quitte à sacrifier son existence et la planète entière pour que l'escroquerie généralisée se perpétue.* »

RAOUL VANEIGEM, *L'ÉTAT N'EST PLUS RIEN, SOYONS TOUT*

Personne ne peut prédire l'avenir, encore moins en ces temps d'incertitude et de confusion. Le contrôle de la crise, censé éviter le désastre général, se réduit à l'acceptation d'un renforcement

des contraintes, ainsi qu'à un appauvrissement du plus grand nombre qui permet l'inflation sans fin des profits d'un petit nombre d'accapareurs. La catastrophe annoncée par les experts scientifiques du pouvoir implique automatiquement la solution inévitable, qui se résume à des contraintes implacables imposées à notre survie amoindrie, une administration du désastre des plus autoritaire. La fiction annoncée d'une crise totale a été inventée pour pouvoir imposer les nouvelles consignes de soumission renforcée à la réorganisation sociale du capitalisme nouvellement mondialisé. L'hypothèse d'une catastrophe imminente permet de faire disparaître artificiellement le désastre mortifère qui est déjà là. L'empoisonnement généralisé de la vie n'est pas concevable par les experts scientifiques, car l'ampleur du désastre, qui est déjà là, n'est pas calculable en utilisant les outils qui ont servi à le produire.

Les capitalos-trafiquants milliardaires ont instauré une situation d'urgence permanente qui justifie les décisions arbitraires antidémocratiques, une stratégie de choc, où tout s'accélère, répandant la culpabilité, la peur et l'insécurité pour faire passer de force leurs plans d'austérité et de récession sociale, au risque de détruire l'économie. Plus il y a de dettes plus leurs profits augmentent. C'est une fuite en avant qu'ils feront durer aussi longtemps qu'ils le pourront.

Les gouvernements, à la solde de la haute bourgeoisie, utilisent la peur de l'emballement de la crise pour renforcer l'exploitation en bloquant les salaires, détruisant le droit du travail et la protection sociale, et aussi, en durcissant les pressions policières et administratives sur les populations, pour faire accepter le rationnement et la misère.

Les craintes affichées, et les alertes lancées par les experts sont effectivement traduites par des ordres indiscutables dès qu'il s'agit de faire adopter les normes d'une survie encore plus rationnée, en faisant prendre le « venin de la servitude » pour une vertu salvatrice. Le spectre de la catastrophe est utilisé comme conditionnement d'une soumission renforcée aux capitalos-trafiquants. La croyance stupide en leur toute-puissance engendre

une peur qui accrédite l'invincibilité d'un système qui s'effondre un peu partout.

L'apparente autodestruction du capitalisme n'est peut-être qu'un leurre pour mieux faire passer les pressions infernales sur des populations apeurées. Le système opaque de la finance évolue rapidement, les milliardaires s'adaptent très vite, car ils en ont les moyens, et ils anticipent les dépressions qu'ils provoquent, les krachs qu'ils déclenchent pour rafler le pactole. La crise c'est la guerre que la haute bourgeoisie a déclarée aux prolétaires, qui ont oublié qu'ils l'étaient, ainsi qu'à la petite bourgeoisie qui se fait plumer à chaque fois qu'une bulle financière éclate. Cette guerre peut durer longtemps. Le pillage qu'elle engendre nous apparaît sans fin. Quelques milliers d'individus à l'avidité malade, aux fortunes gigantesques et aux pouvoirs sans limites, sont en train de ruiner l'économie réelle qu'ils ont délaissée parce qu'elle ne rapportait plus assez, malgré les pressions des actionnaires. Tant qu'il restera quelque chose à rafler, ils ne s'arrêteront jamais.

Les tentatives étatiques de contrôle des flux financiers des capitalos-trafiquants, sont déjà vaines et sans effet notoire, car ce marché parallèle leur échappe totalement. Il faudrait être devin pour prédire l'avenir. L'autodestruction est probable, mais pas certaine, car il faut tenir compte des grandes facultés d'adaptation de ces grands usurpateurs, dès lors qu'il s'agit d'accomplir leurs mauvais coups en silence, de réaliser leurs forfaits dans la plus grande discrétion.

Les restructurations des dettes souveraines, seules alternatives à la faillite proposées par les économistes et les politiques, ne font en fait que gagner un peu de temps en le perdant à ne rien faire sinon déplacer le problème dans un futur proche qu'ils espèrent meilleur sans trop y croire.

Tout le monde peut aujourd'hui, se rendre compte que cette crise est devenue permanente pour la grande majorité, mais une aubaine pour une toute petite minorité qui en tire ses meilleurs profits.

GUERRE SOCIALE ET HAUTE BOURGEOISIE

L'écart faramineux des richesses entre ceux qui les ont usurpées et ceux qui survivent avec trois fois rien, bien qu'il n'ait jamais été aussi grand, demeure invisible. La haute bourgeoisie, absente du monde du spectacle, ne s'affiche plus, et se cache en se surprotégeant.

Jamais, dans l'histoire de l'humanité, les maîtres du monde n'avaient été à la fois autant cachés et si peu nombreux. La guerre sociale est maintenant ouvertement déclarée entre cette petite minorité d'accapareurs de plus en plus isolés, dont le pouvoir qui se croit absolu devient malgré tout de plus en plus incertain, et d'autre part les populations de producteurs qui n'ont bientôt plus d'autres choix.

« Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la gagner. »

WARREN BUFFETT

Ce système ne profite qu'à ceux qui en possèdent les codes d'accès. Les dominants mènent la guerre à leur guise, et à leur profit. Ces marchés, où l'on vend du vent au vent, invisibles et mystérieux, manipulent les milliards comme des dieux l'univers.

L'usurpation d'une partie des revenus du travail, investie dans le capital et réinvestie dans des dettes, se retrouve accumulée au cours des années dans les circuits opaques de la finance, là où si on a les moyens ça rapporte le plus. C'est aujourd'hui dans cette sphère financière opaque que circule l'essentiel des richesses volées aux populations, l'économie réelle n'en représentant plus qu'une toute petite partie. C'est alors que krach sur krach, les fortunes se concentrent de plus en plus entre les mains d'un petit groupe de grands bourgeois de la finance, qui s'est, en même temps, accaparé les réels pouvoirs sur le fonctionnement du système capitaliste.

« L'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés [...] de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs. »

KARL MARX, LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE, 1848-1850

La haute bourgeoisie vampirise aussi la petite bourgeoisie, ces millionnaires qui se font plumer à chaque krach, comme des débutants. Les plus grandes fortunes de la planète se sont réservé l'accès et la manipulation de la haute finance. Les rescapés de la crise financière sont moins nombreux qu'avant, mais ils sont du coup encore plus riches. En un an, le nombre de milliardaires en dollars est passé de 793 à 1011 en 2010 (Forbes). Les États-Unis restent le pays où il y a le plus de milliardaires, plus de 400 ce qui représente 40 % du total. L'Europe dénombre près de 250 milliardaires, la Chine en compte 90, vient ensuite la Russie avec plus de 60. Quant aux millionnaires, ils se comptent par millions et les pauvres par milliards.

« En 2007, sur 6 670 000 000 d'habitants, 340 000 (je dis bien 340 000) possédaient ou administraient 95 % des richesses du monde. »

JEAN DE MAILLARD ET PIERRE-XAVIER GRÉZAUD,
UN MONDE SANS LOIS

95 % des richesses seraient aux mains de 0,005 % de la population, soit 1 hyperriche pour 20 000 pauvres.

« Les choses vont pour nous mieux que jamais. »

WARREN BUFFET

Le chaos, désormais quotidien, n'est plus régulé, mais poussé par l'égoïsme et l'avidité sans limites des plus puissants, que plus rien ni personne ne contrôle. Leur représentation du monde est adaptée à leur position de prédateur. Le libéralisme, son adoration pour la concurrence et la guerre de tous contre tous, est une idéologie plus pratique que théorique. En effet, le prédateur agira spontanément au coup par coup, en fonction du moment et de ses intérêts propres. Nous sommes dans un monde où la classe dominante domine au jour le jour, dans le secret et la discrétion.

Le milieu financier apparaît comme un système mafieux qui se concentre et se préserve autour de la famille et d'un petit cercle d'amis. C'est une vision obtuse et puérile du monde où le cynisme des dominants cache leur fascination du pouvoir que leur procurent l'accumulation des richesses, l'absence de culpabilité, l'irresponsabilité narcissique, le goût du risque et du sang, le mépris et l'arrogance mégalomane.

En août 2010, sous l'impulsion de Warren Buffett, 40 milliardaires américains se sont engagés à verser la moitié de leur fortune personnelle à des œuvres caritatives. Cet engagement de dons n'est que moral, il n'y a aucune date, aucun montant, personne ne va vérifier. Ces promesses n'engagent que ceux qui les croient. Ces dons sont destinés aux fondations qu'ils contrôlent eux-mêmes. La fondation Bill Gates va récupérer l'essentiel de cette philanthropie trompeuse. Il s'agit en fait d'investissement dans des affaires sales à 95 %. Les 5 % restants sont destinés à la vaccination en partenariat avec la mafia pharmaceutique. L'aristocratie financière semble prête à tout pour sauver les apparences afin de parfaire sa prochaine grande raffle mondialisée.

Tout d'abord, il s'agirait de la moitié de leur fortune, seulement celle qui a été déclarée au fisc, c'est-à-dire la moitié d'une toute petite partie de leur fortune, dont l'essentiel est bien planqué

dans les paradis fiscaux. Cet acte de générosité n'est qu'un altruisme de spectacle, un geste charitable fourbe et hypocrite qui cache mal un coup publicitaire perfide pour se refaire une image de marque médiatique acceptable, suite aux fortunes colossales raflées au cours de la crise financière. « *Merci notre bon maître pour cette aumône* », et l'exploitation effrénée redémarre de plus belle. C'est de la propagande destinée à sauver l'image d'une société en perdition. Cela ressemble à une redistribution d'une infime partie du fruit de leur larcin pour se racheter une bonne conscience qui permette de relancer sans entraves, le pillage de la planète, tout en enfonçant des populations reconnaissantes dans la souffrance et la misère sans fin.

Et fin novembre 2010 ils remettent ça, réclament avec cynisme la fin des allègements fiscaux et demandent à être davantage taxés, ayant au préalable, pris bien soin de planquer tous leurs revenus dans de multiples filiales résidant dans divers paradis fiscaux. Peut-être espèrent-ils faire payer la petite bourgeoisie pour combler le déficit des États dont les intérêts et les fonds spéculatifs leur rapportent tellement de profits ?

L'opposition entre la noblesse et la bourgeoisie, ces classes sociales héritées de l'histoire, est en grande partie obsolète. Aujourd'hui, ces deux groupes se sont fondus dans ce que l'on peut appeler une aristocratie financière. Les anciens ennemis célèbrent en commun leur victoire partagée. Les ultrariches vivent entre eux, dans des quartiers réservés surprotégés aux quatre coins du monde. La fortune, pour être pleinement goûtée, a besoin de se retrancher, de se mettre à l'abri. L'entre-soi grand-bourgeois est décisif pour la reproduction des positions dominantes. C'est pourquoi les privilégiés de la fortune recherchent de manière systématique la compagnie de leurs semblables. L'individu n'y est que le représentant d'une famille dans son milieu. Le groupe d'amis en tant que classe sociale fermée, consciente de ses intérêts, maîtrise l'identification indispensable de ses semblables.

La théorie du complot d'un pouvoir mondial est une invention superflue, pour rendre compte de l'efficacité des groupes grands

bourgeois qui mettent en commun, au-delà des valeurs qu'ils détiennent, la multiplicité des pouvoirs partiels qui, assemblés tant bien que mal, font leur pouvoir international. L'unité des élites de la fortune est une collusion de fait à la cohérence incertaine, mais où l'importance attribuée à la sociabilité mondaine les rassemble. Cette mise en relation des réseaux auxquels elle s'est rattachée est une technique sociale qui permet de tisser en permanence le maillage infini du pouvoir mondial, telle une toile d'araignée à la trame très complexe, où vont se prendre toutes leurs proies.

Cet entremêlement de liens doit être invisible pour conserver toute sa position dominante. Il en va de l'efficacité du système de pouvoir qui en résulte. Faire jouer ses relations risque toujours, si cela devient public, de nuire à la réussite. Sous ce vernis de bonne conduite et de distinction, les tractations et les trafics financiers s'imposent, mais dans le secret. Les réseaux du pouvoir et les lieux de décision ont été rendus invisibles et inaccessibles aux populations de la planète.

Les intérêts des maîtres du monde sont rarement tous convergents. Leurs divergences, leur égoïsme déchaîné, leur avidité démesurée sont souvent plus forts que leurs intérêts collectifs de classe dominante. Ils sont prêts à casser leur « *jouet* » économique sur lequel ils spéculent pour quelques bénéfices faramineux à court terme, car s'ils ne le font pas tout de suite, ils ont la peur malade que d'autres ne le fassent avant eux. C'est à celui qui raffle le premier les restes à portée de main, et bouffe son voisin avant d'être mangé tout cru, pille le système avant qu'il ne soit trop tard... Les grands charognards insatiables débordent d'agressivité. La barbarie sans entraves est devenue la norme.

Dans ce milieu, « *arriver toujours le premier* » représente dans l'ordre de ses croyances absolues, le premier des commandements. Une société où la valeur n'est plus l'organisation sociale dans son devenir, mais la réduction à des pratiques d'appropriations de prédateurs solitaires qui pillent leurs propres entreprises jusqu'à la faillite et ruinent le système dont ils profitent, avec

comme seule justification qu'il faut le faire avant que d'autres ne le fassent, c'est une société sans cohésion condamnée à l'auto-destruction, qui ne peut que disparaître dans la confusion et la guerre sociale.

« Les ravages causés dans le commerce et l'industrie par la crise économique rendaient encore plus insupportable l'omnipotence de l'aristocratie financière. »

KARL MARX, *LES LUTTES DE CLASSES EN FRANCE (1848-1850)*

Cette minuscule classe dominante qui s'impose à la société, devient aux yeux de la population, absolument intolérable dès qu'elle devient visible, provoquant sarcasme, dénigrement, haine et violence spontanée. La haute bourgeoisie ne lâchera rien si elle n'y est pas forcée, et elle se battra jusqu'au bout pour défendre ses privilèges illimités et son pouvoir absolu.

Et *« cela peut durer très longtemps, si l'on ne fait pas d'omelette avant. »*

ROBERT DESNOS

L'IRRUPTION DES POSSIBLES

« Le possible est plus riche que le réel. [...] Le futur n'est plus donné. Il devient une construction ».

ILYA PRIGOGINE, *LA FIN DES CERTITUDES*

Dans ce vieux monde de machines informatisées, nos prothèses de communication numérique nous isolent chaque jour un peu plus en réduisant au minimum les relations humaines, et nous conditionnent insidieusement jusqu'à notre manière d'appréhender et de comprendre notre situation de survie.

Les transnationales de l'information sont d'énormes machines de pression, qui répandent de partout et en permanence la propagande de la soumission sans concessions à ce monde marchandisé. Nos modes de perception et nos méthodes de compréhension qui nous ont été inculqués, conditionnent notre réflexion, nos choix et rendent nos tentatives de changement inopérantes. Nos solutions font blocage.

Croire que l'action découle de la pensée, que le changement radical ne serait que la conséquence d'une conscience révolutionnaire est une présupposition, une hypothèse d'un autre temps, que l'on peut remettre en question. Toute conclusion tirée de l'expérience passée, suppose comme fondement que le futur ressemblera au passé. Notre expérience concrète déterminerait alors tout changement, mais seulement dans notre manière de

percevoir et de réagir à la réalité. Ceux qui veulent déterminer et expliquer le changement par des mouvements passés sont aveugles à l'invention et à la métamorphose nécessaires à l'émergence d'un nouveau mouvement révolutionnaire.

« Le passé et le futur sont des manières d'être au présent. »

HUMBERTO MATURANA ET FRANCISCO VARELA,
L'ARBRE DE LA CONNAISSANCE

Si l'on se permet de ne plus considérer le futur comme une projection que le présent consomme en le précipitant dans un passé toujours plus présent, on peut alors se l'approprier comme un devenir désirable vécu au présent, plein de nouvelles possibilités qui ne cherchent qu'à se réaliser, un avenir sans entraves qui se construit ici et maintenant.

« Nous ne pouvons pas prévoir le futur mais nous pouvons le préparer. Dans la mesure où on laisse aller les choses au hasard, on peut prévoir qu'un système clos caractérisé par quelque ordre initial évoluera vers le désordre, qui offre tellement plus de possibilités. Dès que l'instabilité est incorporée, la signification des lois de la nature prend un nouveau sens. Elles expriment désormais des possibilités. »

ILYA PRIGOGINE, *LA FIN DES CERTITUDES*

Notre prétentieux savoir ne voit pas tout ce qu'il se dissimule, ignore ce qu'il ne sait pas. Il tend à se proposer comme accompli et autosuffisant, à se prendre pour le propriétaire de la vérité et de la pertinence, à occulter erreurs, anomalies, paradoxes, hérésies, dérives, bref tout ce qui dans les moments critiques de changement qualitatif est source et stimulation de changements et de révolutions.

La condition humaine n'est pas un destin marqué par une histoire déjà écrite, mais l'émergence de mouvements, d'accidents et d'erreurs qui se font et se défont dans le cours de situations imprévues, de tournants, de seuils qui peuvent à un moment critique, annuler les pressions dominantes en faisant surgir de

nouvelles possibilités plus compatibles avec l'ensemble des diversités qui composent la société.

Nos points de vue se retrouvent souvent déformés par nos préjugés intransigeants et sectaires. Le modèle de perception et la méthode utilisée par l'observateur orientent sa recherche et déterminent son observation sans qu'il s'en rende vraiment compte. On ne voit jamais deux fois la même rivière, l'eau s'est écoulée, nous-mêmes avons évolué, notre mode de perception est différent, nos observations ont quelque peu changé et la réalité n'est plus tout à fait la même.

Au nom de ce réalisme chimérique qui semble aller de soi, est ainsi complètement occultée toute dimension humaine dans ce qu'elle a de trop vivant, de doute et de hasard, de relations incertaines, d'opportunités imprévisibles, de jeux sur les règles du jeu, de changement possible de ses propres règles de transformation, de liberté de choix, de dérives situationnelles.

Pour le scientisme réductionniste de l'idéologie dominante, *« l'objectivité exige que les propriétés de l'observateur n'entrent en aucun cas en ligne de compte dans la description de ses observations. Par cette suppression de ce qui fait l'essence de l'observation, c'est-à-dire les processus cognitifs, on réduit l'observateur à n'être qu'une machine à copier, et l'on réussit à évacuer la notion de responsabilité. »*

HEINZ VON FOERSTER, *ÉTHIQUE ET CYBERNÉTIQUE DU SECOND ORDRE*

Prendre toute position comme la position d'un observateur, dans ce qu'il a d'humain et de vivant, avec ce qui en découle, ouvre un champ de possibilités, fondamentalement critique à l'égard des certitudes, des dogmes et des idéologies. Ainsi, chacun de nous devient responsable de son propre point de vue. Nous sommes impliqués dans le monde que nous décrivons et transformons avec les autres. C'est alors que pour favoriser nos possibilités de liberté il nous est désormais nécessaire de penser au second degré, dans un cycle de réflexion qui pousse notre connaissance à revenir constamment sur elle-même. Cette néces-

sité de penser notre compréhension de la situation vécue favorise nos possibilités de liberté.

Le nouveau monde n'est plus une réalité objective bien séparée, étrangère, à laquelle il faut se soumettre, mais devient alors notre réalité, plus humaine et plus accessible, plus variée et plus vivante. La dictature économique et financière n'est plus une fatalité, mais la tyrannie d'un petit groupe d'usurpateurs multimilliardaires qu'il s'agit de rendre inopérants pour sauver la société de la faillite de l'humanité, et la planète de sa destruction irréversible.

Quand la réalité redevient accessible, et que l'espoir et la confiance disparaissent, le spectacle s'effrite dans la confusion, la révolte tend vers l'infini, et un changement de perspective émerge un peu partout.

DE LA CONTAGION À L'ÉPIDÉMIE

Les dettes se répandent comme des virus, l'épidémie envahit une société de crise qui s'est grippée. La fièvre monte dans un État fébrile, la lassitude gagne et les défenses immunitaires s'écroulent...

« Pour contenir les populations plongées dans la pauvreté, la propagande de la peur peut être utilisée à propos du changement climatique, des catastrophes naturelles et des attaques terroristes à grande échelle, comme outil de contrôle des populations. »

RAPPORT DE LA FONDATION ROCKEFELLER, 2010

L'insistance permanente et obsessionnelle du spectacle médiatique à nous faire peur par tous les moyens, nous pousse à nous recroqueviller dans la servitude, chacun « chez soi », embourbé par nos habitudes casanières et solitaires. Mais la propagande tapageuse en fait parfois beaucoup trop et perd son emprise dans un dysfonctionnement latent, des relations apparaissent là où on ne les attend pas, les croyances se dérobent et la servitude se décompose en petits morceaux.

Le matraquage répétitif et permanent du spectacle de cette réalité des choses marchandes, déforme nos perceptions et notre compréhension de la situation, dans une surabondance de détails parasites qui nous placent dans un état de confusion permanente.

La société a considérablement protégé son fonctionnement depuis 1968 en surdéveloppant son discours spectaculaire, et la contestation de la société n'a pas compris les conséquences de cette mutation, l'empêchant d'effectuer le changement de perspective nécessaire à l'émergence d'un mouvement de transformation radicale. L'internationale s'est réalisée dans la mondialisation et l'abolition de l'État est en cours, il a déjà perdu tout contrôle sur l'économie et la finance. Les politiques gèrent au jour le jour un système dont le fonctionnement leur échappe, en justifiant très mal leurs mesures de rafistolage. Ce sont des escrocs bonimenteurs, et la contestation marche dans les pas de leurs embrouilles, se rendant complice de l'arnaque générale mal dissimulée par sa représentation spectaculaire.

Dans ce monde de communications numériques à sens unique, nous ne sommes pas informés, mais mis en conformité avec les faits objectifs du monde des marchandises.

« Notre croyance en l'objectivité entrave la compréhension que nous avons de nous-mêmes et des autres. L'objectivité du monde n'est qu'apparente. Le lien de cause à effet n'est pas dans la réalité, mais dans une explication de la réalité. C'est l'opération de distinction qui fait distinguer les choses. La réalité est une construction de l'esprit, elle est ce que nous en faisons. La question n'est plus de savoir ce qui est vrai, mais de chercher ce qui est utile pour agir selon nos désirs. »

LUKAS STELLA, *STRATAGÈMES DU CHANGEMENT*

Le concept de cause, tel que le définit le scientisme déterministe, se fonde sur les présuppositions que l'on peut expliquer n'importe quel phénomène en le réduisant à l'étude de ses parties et qu'aucun autre élément n'entre en jeu. L'erreur commise par ce réductionnisme aveugle est de ne pas reconnaître avoir détruit le système des relations et interactions qui forment un tout en effectuant ces dissections et découpages arbitraires. Cette conception schizophrénique d'un monde fragmenté ne mène jamais qu'à un obscurantisme sans devenir, à un blocage des possibles.

Ce réalisme qui considère qu'une cause génère son effet, en dehors de tout contexte et de toute interaction n'est qu'une pré-

tention scientifique erronée. La science peut se décrire comme un mode de perception, d'organisation et d'attribution de sens aux observations, qui construit par là même des théories subjectives qui peuvent être confirmées par l'expérience et dont la valeur n'est pas définitive.

Aucune science ne peut proposer une explication de la réalité absolument vraie et inaltérable. Il n'y a pas une seule, mais de multiples réalités, selon le point de vue de l'observateur et des instruments qu'il utilise à des fins d'observation. Ainsi est réfuté tout modèle d'interprétation présupposant une explication de la nature et du comportement de l'Homme qui se veut absolument vraie et définitive, parce qu'un tel modèle tombe inévitablement dans le piège idéologique d'autoréférenciation, sorte de discours qui génère sa propre justification, construite sur ses hypothèses de départ.

Le système doit être étudié dans sa totalité, car la totalité représente davantage que la simple somme de ses parties ; elle est autre et bien plus que le total. Toute tentative d'étudier les composantes de façon isolée détruirait la totalité et produirait des résultats qui altéreraient la compréhension du système.

« Ce sont ces liens, conceptuels ou opérationnels, qui sont les prérequis pour interpréter les structures et la fonction d'un organisme vivant vu comme un organisme autonome autoréférent. Quand ces liens sont ignorés, le concept "d'organisme" est vide, et ses pièces détachées deviennent des problèmes triviaux ou restent des mystères. »

HEINZ VON FOERSTER, *SECONDE CYBERNÉTIQUE ET COMPLEXITÉ*

Par opposition au mode de pensée conformiste, qui découpe les champs de connaissances et les compartimente, la pensée situationnelle relie, associe, recadre, coopère, harmonise, s'implique, interagit avec les autres, invente des possibilités et du plaisir partagé. Un mouvement de transformation sociale peut alors se comprendre comme la congruence d'une danse synchrone de coordinations d'actions, d'où émerge une évolution compor-

tementale dans de nouveaux rapports relationnels, au cours de dérives individuelles et collectives sans plan préétabli. Selon ce point de vue, les règles de la concurrence, la loi du plus fort, la hiérarchie, l'exploitation et la prédation font place à l'entraide interactive, la coopération sociale, l'association fédérative, la commune à échelle humaine.

Les réseaux interactifs d'éléments autonomes sont à la base de comportements émergents non prévisibles, car ils sont non déductibles à partir de ses parties singulières. L'auto-organisation émergente est précisément l'agrandissement de l'espace de possibilités d'une nouvelle globalité issue d'une histoire d'interactions entre des éléments différents et hétérogènes. Lorsque la richesse de ces interactions franchit un certain seuil, le mouvement global produit de façon discontinue de nouveaux comportements d'ensembles tout à fait imprévisibles en fonction de la somme des apports de chaque individu ou groupe d'individus. Ces groupes de relations, en interaction temporaire avec d'autres groupes, peuvent développer, dans de brèves périodes, des capacités et des propriétés nouvelles inconcevables, parce que non déductibles.

Il s'agit d'abandonner l'état de foi du réalisme, pour adopter le doute et le scepticisme du chercheur. Aucune règle n'est absolument définitive. Il nous appartient de choisir de nous considérer comme des pions dans un jeu dont les règles seraient d'après nous une réalité qui s'impose d'elle-même, ou bien comme des joueurs qui ont compris que les règles ne sont réelles que dans la mesure où nous les avons acceptées et que nous pouvons tout aussi bien jouer avec elles, et ainsi les changer.

Faire surgir des doutes peut rompre la rigidité perceptivo-réactionnelle habituelle en entamant l'armure cognitive et la carapace comportementale. Faire naître un doute sur l'explication logique et rationnelle est particulièrement propre à débloquer des structures mentales rigides et fermées. Semer le doute concernant la logique d'un raisonnement, introduit un petit ver qui mobilise l'entropie du système, amorçant une réaction en chaîne qui est

lente, mais dont les effets n'en sont pas moins dévastateurs, car ils peuvent produire des changements dans le système tout entier.

En nous autorisant à libérer nos positions des préjugés déterminés par les certitudes conventionnelles, et en développant nos capacités relationnelles par l'intelligence situationnelle du moment, nous devenons indéterminables et imprévisibles, donc incontrôlables, changeant continuellement nos règles de transformation selon nos relations dans l'action et nos points de vue qui en émergent. Abandonner nos logiques intransigeantes et autoritaires nous ouvre de nouveaux horizons plus libres, nous donnant de nouvelles possibilités propices au changement.

Il n'y a pas de véritables règles de changement que l'on pourrait appliquer et contrôler. Dans cette période dure et confuse d'exploitation sans limites, nombreux sont les charlatans qui bradent sur le marché du désespoir leurs solutions miracles. Une rébellion peut être contagieuse, un mouvement de révolte, une insurrection peuvent émerger de l'incubation sociale par expérimentations de jeux sur les règles du jeu, développées sans aucun respect des conventions. Il s'agit d'inventer l'amorce d'un changement effréné, le susciter par agitations, provocations et rage de vivre, l'activer dans sa propagation pandémique, et ainsi permettre à la fièvre de se répandre par plaisir...

NOUS SOMMES LE MONDE EN DEVENIR

« La spécialisation de nos existences compétitives compartimentée et sépare les individus les uns des autres, nous fait perdre de vue l'ensemble, par incapacité à relier et à penser les problèmes globaux. »

EDGAR MORIN,

AU-DELÀ DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA GLOBALISATION

Les modes simplificateurs des connaissances, qui ignorent le contexte, mutilent plus qu'ils n'expriment les phénomènes dont ils rendent compte, et produisent plus d'aveuglement que de compréhension. La spécialisation, effectuée par les experts officiels, déchire et morcelle le tissu complexe des réalités, tout en faisant croire que le découpage arbitraire opéré est le réel lui-même. Cette théorie aveugle détruit l'ensemble en isolant tous les objets de leur environnement et en les séparant de leur histoire. La connaissance qui en résulte n'est plus faite pour être réfléchie ou discutée, mais bien pour être numérisée dans des stockages informationnels, puis manipulée à des fins de contrôle et de pouvoir.

Un mode de pensée réducteur et mutilant conduit inévitablement à des actions réductrices et mutilantes. L'idée se sépare du vécu et se prend pour la seule réalité. Ainsi, l'idéologie devient dogme en refermant la théorie sur elle-même, s'autojustifiant et

faisant abstraction de la vie. De l'arrachement du produit à son producteur, de la division du travail à l'hypermécialisation des experts, de la pensée à son corps, de l'homme à sa nature, de la réalité vécue à sa représentation marchandise, de l'isolement aux prothèses numériques, les séparations tranchent dans le vif et mortifient un peu plus l'unité du monde vivant.

Un système d'organisation qui se réduit à des principes d'ordre, d'idée bien arrêtée, de classification et de séparation, d'interdiction et de punition finira par ne plus fonctionner et se bloquer dans un immobilisme autodestructeur. Une pensée organisatrice qui ne comprend ni les relations auto-organisatrices dans leur récursivité permanente, ni l'importance des relations entre les parties et la totalité dans un mouvement autoconstitutif, une telle pensée est condamnée à la platitude d'un dogme borné et erroné, auto-suffisant, refermé sur lui-même, voué à l'échec et à sa disparition. La généralisation des séparations est la dernière étape de la préhistoire accomplie par la mondialisation d'un vieux capitalisme en voie d'extinction.

« Notre vision s'élargit, et nous devînmes capables de relier entre eux des phénomènes qui auparavant pouvaient sembler contradictoires. »

NIELS BOHR, *LUMIÈRE ET VIE*

Toute réalité vivante devrait être appréhendée comme un système en fonctionnement, c'est-à-dire des relations combinatoires d'éléments différents en interrétroaction, une unité en évolution qui ne se réduit pas à la somme de ses parties constitutives. C'est un tout auto-organisé qui est plus que la somme de ses parties, parce qu'il permet l'émergence de qualités nouvelles qui rétroagissent au niveau des parties en les stimulant à exprimer leurs potentialités.

L'auto-organisation ne peut s'enrichir dans la complexité qu'à partir du désordre. L'agitation et le hasard sont nécessaires au processus d'organisation. L'ordre naturel auto-organisationnel émerge de processus qui produisent de l'agitation, de la turbu-

lence, de la dégradation, du hasard et du désordre. Les systèmes vivants ont effectivement besoin d'utiliser le désordre pour s'organiser. Pour ne pas se dégrader et se désintégrer, l'organisation doit se régénérer en permanence, intégrant le nouveau et l'inattendu. Elle ne peut développer ses propres possibilités qu'en renforçant les relations libres entre ses membres. La solidarité vécue en coopération permet l'accroissement des choix possibles, dans une mouvance génératrice de libertés.

« Le monde et la vie ne font qu'un. »

LUDWIG WITTGENSTEIN, *TRACTATUS LOGICO-PHILOSOPHICUS*

Si nous concevons, hors des déterminismes obtus, un monde plus libre où ce qui se crée, se crée dans le hasard et le désordre au cours d'un processus auto-organisateur inventant son propre devenir, nous pouvons alors comprendre l'autonomie. Celle-ci n'est pas concevable dans un monde de séparations qui ne connaît que des déterminismes extérieurs à l'être, et qui exclut les liaisons inhérentes au contexte du vivant dans son milieu et dans sa situation particulière. Être sujet, c'est être autonome par l'enrichissement des interactions avec les autres qui co-réalisent notre propre monde. Notre égocentrisme immergé dans son environnement social se retrouve dans une subjectivité communautaire plus large, plus riche et plus créative. La solidarité se construit sur la compréhension du caractère multidimensionnel de notre individualité vécue.

Parce que nous faisons partie du monde capitaliste que l'on observe, celui-ci nous possède en déformant notre perception par sa vision économique réductrice. Nous ne pouvons pas nous situer à l'extérieur pour mieux le comprendre. Il nous faudrait un méta-point de vue. Cette ouverture ne peut cependant s'effectuer que si l'observateur s'intègre à son observation, ainsi qu'à sa conception incarnée. La réalité n'est plus objective, ce n'est plus un objet marchand séparé de l'organisme vivant qui l'observe, l'observation et la connaissance qui en découle n'est plus réifiée, mais devient plus incertaine en faisant partie intégrante des processus de la vie. Selon ce décalage du point de vue, la perspective est renversée. La réalité n'est plus fatale, mais devient notre

propre monde où vivent en interaction des êtres qui l'observent, qui en parlent et qui agissent. Cette pensée situationnelle plus humaine n'a pas de méthodologie préfabriquée à suivre, mais seulement quelques stratégies qui permettent de rétablir des articulations, reconstituer des relations vivantes, comprendre la singularité en lien avec la localité, la temporalité dans le cours d'un tout multidimensionnel et multiforme.

L'enchevêtrement complexe des dettes qui s'enchaînent et s'entrecroisent en une multitude de paquets, dont l'échéance est diversement reportée à des futurs incertains, constitue un système dont la complexité des interactions dépasse l'entendement de tous les spécialistes. Il n'est pas possible d'appréhender le surenchérissement des contradictions d'un système avec le point de vue restreint de son idéologie dominante, qui prétend, en tant que seul système cohérent possible, n'avoir aucune contradiction. Les dirigeants ne savent plus vraiment ce qu'ils font, et tâtonnent à l'aveugle dans un enchevêtrement de doubles contraintes, prisonniers de paradoxes qu'ils ne discernent même pas. Les meilleures solutions n'ont jamais été réalisées que le pire, un retournement que personne n'avait osé envisager.

L'économie ne pourra pas sauver la société de ce processus de dégradation mortifère, car elle a déjà fait la preuve de son ignominie. Son fonctionnement même est la conséquence de son essence barbare, la domination sans entraves de la haute bourgeoisie, l'exploitation sans limites de toutes les couches de la population, la réalisation spectaculaire de sa supercherie macabre, l'accomplissement de son auto-destruction programmée, la fin d'une société.

Cette crise perpétuelle est un accroissement sans fin d'incertitudes. La prédictibilité disparaît, les dysfonctionnements se répandent, les régulations n'ont plus d'effets... Il s'agit d'abandonner les programmes économiques et politiques inopérants et d'inventer des stratégies pour en sortir, dans un changement de perspective. Ces stratégies sont libres de se transformer selon les situations, elles permettent de s'adapter aux situations nou-

velles, d'envisager des possibilités aux actions qui pourront être modifiées selon ce qui va arriver dans le cours des événements selon les aléas, en utilisant le hasard, les erreurs, les accidents et les dérives, inventant ensemble de nouvelles situations mieux adaptées à nos désirs.

De l'effondrement des vérités autoritaires à l'insurrection situationnelle, le changement interactif unitaire devient l'art du relationnel. Nos interactions auto-organisatrices sont bien plus fortes, plus vivantes et plus créatrices que tous leurs calculs d'experts serviles, toutes leurs accumulations de séparations concurrentielles stériles, parcellaires et stupides. Sortons des apparences dépendantes de la croyance que ce qui se passe maintenant va continuer indéfiniment, comme si rien d'inattendu ne devait jamais arriver.

« [...] c'est dans la crise de nos démocraties parlementaires partout rongées par la corruption, partout manipulées par les entreprises multinationales, l'urgence où nous nous trouvons d'inventer une démocratie directe fondée sur les droits de l'être humain, une démocratie qui impliquera de libérer la vie quotidienne de l'emprise économique, où elle se trouve réduite à un objet de tractation marchande. »

RAOUL VANEIGEM, *UN CHANGEMENT RADICAL EST À NOTRE PORTÉE*

La seule issue qui ne soit pas inhumaine est à vivre ensemble en composant avec nos différences. La démocratie restera une supercherie spectaculaire tant qu'elle s'arrêtera aux portes de l'entreprise, de l'école et de l'Administration. Le travail réapproprié et réorganisé par les travailleurs eux-mêmes ne sera plus considéré comme une marchandise à exploiter, mais prendra spontanément comme objectif la qualité dans toutes ses dimensions. La répartition du travail entre tous et la production de qualité de produits durables, marquant la fin des camelotes éphémères, permettront de réduire le temps de travail de moitié, sinon plus. Le travail ne se concevra plus en termes de soumission, hiérarchie, quantité, chiffre, intérêt, rentabilité, profit, affaire, compétition, conquête, marché, rationalité et méthodologie, mais plutôt en termes de

liberté, autogestion, qualité, relation, synergie, harmonie, synchronie, coopération, diversité, fonctionnement, environnement, créativité et stratégie. L'activité humaine libérée de l'exploitation réinventera le plaisir et la passion de vivre ensemble dans une société, non plus construite sur la loi du plus fort, mais sur l'association dans un processus de co-auto-organisation individuelle et collective.

Étant donnée la situation actuelle du capitalisme financier, nous sommes aujourd'hui contraints de comprendre et d'appréhender l'économie avec le point de vue plus global des relations humaines, sinon, nous serons condamnés à la subir comme un système d'oppression et d'exploitation pour le profit d'un petit nombre de privilégiés qui abuseront sans entraves de leur pouvoir sans limites, et ceci, à perpétuité.

Abandonnant les calculs quantitatifs des accapareurs de richesses, basés sur l'échange usurpateur comme unique valeur sociale, les rapports humains pourront enfin s'auto-organiser de manière juste et égalitaire. Si on se libère des combines et des arnaques, cachées dans la confusion par les complexités numériques des abstractions mathématiques, l'auto-organisation des liaisons entre individus égaux sera alors librement choisie et construite dans un consensus collectif au cours de processus démocratiques directs, à échelle humaine, dans tous les secteurs d'activités.

C'est la seule issue possible à la faillite d'un système mondial qui achève son temps dans la confusion et la désolation. Il s'agit maintenant d'émanciper la société des êtres humains de la tyrannie d'un système planétaire destructeur et suicidaire.

La crise économique est un discours idéologique qui sert à cacher la guerre sociale entre les capitalistes et les diverses couches de la population. Ce n'est pas l'aggravation illimitée de la crise qui produit la révolution, mais le combat dans la crise, contre les conditions d'une survie intolérable, qui engendre le changement de perspective nécessaire à un renversement du système d'exploitation du capital. Aujourd'hui, la révolution n'a plus le communisme comme projet idéal, mais plutôt comme

pratique libertaire dans les luttes actuelles, en rupture avec le système, inadmissible pour les capitalistes. Et ce ne sont pas les blocages qui provoqueront la révolution, mais cet ensemble de pratiques incompatibles avec le système. Un bouleversement radical n'a que faire de syndicats aux revendications acceptables, de programmes préfabriqués à imposer, de logos ou de drapeaux de l'ancien monde.

Ce qui importe en réalité c'est le rapport social qui fait que l'activité humaine est réduite à l'esclavage du travail, l'important c'est alors l'abolition de ce rapport social, et non l'abolition abstraite du travail, en prenant collectivement des mesures qui libéreront l'activité de chacun, dans une démocratie générale qui rende tout retour en arrière impossible.

L'économie, idéologie de la domination, disparaîtra lorsque la monnaie, instrument à créer des inégalités, aura perdu sa valeur d'échange, et donc son usage, soit par implosion du système, soit par explosion sociale, soit, ce qu'il semble le plus vraisemblable, par une jonction fortuite des deux. Tout en reprenant le pouvoir sur notre existence et nous réappropriant l'usage de nos vies quotidiennes, instaurons la démocratie directe générale dans les entreprises et tous les établissements publics, « *une personne, une voix* ». L'autogestion généralisée de la vie dans le cours des libres jeux des relations est un minimum nécessaire à un changement de perspective devenu incontournable. Quand tout devient insupportable, il est prudent de ne plus supporter, et le désir de changer peut alors se transformer en plaisir de changer avec les autres en se libérant de l'emprise de la marchandise et de sa représentation spectaculaire.

Notre devenir sera ce que nous en ferons ensemble, dans une coopération auto-organisée, ou alors nous nous condamnerons à nous enfouir dans la barbarie et la misère.

Lukas Stella, octobre 2011.

Table des matières

Guerre ouverte _____	9
L'achèvement du capitalisme _____	15
Une mutation accélérée _____	21
Dettes publiques et profits privés _____	29
Les maîtres au-dessus des lois _____	35
Quand la finance condamne les politiques _____	39
Traficotages sans entraves des accapareurs _____	43
Le temps fait de l'argent, la dette de la monnaie _____	49
Instabilité de la captation des créations de richesses _____	53
La tyrannie économique _____	57
L'économie dépassée _____	67
Futur en faillite _____	73
L'escroquerie de la crise _____	79
Présages d'imposteurs _____	85
Guerre sociale et haute bourgeoisie _____	89
L'irruption des possibles _____	95
De la contagion à l'épidémie _____	99
Nous sommes le monde en devenir _____	105

L'invention de la crise

Escroquerie sur un futur en perdition

La crise n'est pas une fatalité, ni un accident de parcours, c'est une invention construite de toutes pièces, qui permet au capitalisme financier de parfaire sa domination en usurpant tous les pouvoirs. Nous sommes entrés dans l'état d'urgence d'une guerre ouverte contre les populations. Ce n'est pas le dysfonctionnement du système qui est ici en cause, mais bien l'économie elle-même dans son fonctionnement, son achèvement inévitable.

Il s'agit maintenant d'appréhender le système sous tous ses aspects et dans toute la complexité de ses interactions, pour mieux comprendre comment la création de richesses a été accaparée par la haute bourgeoisie dans le processus de la mondialisation, accéléré par l'informatisation généralisée, la prolifération des dettes, et par le pillage d'un futur déjà ruiné. L'escroquerie de ce temps décompté se précipite, l'espace se restreint aux marchandages et aux spéculations dévastatrices, alors notre survie s'amenuise dans les restrictions, la misère et la barbarie.

Le règne de l'exploitation et de la servitude, des séparations guerrières et des arnaques mafieuses, paraît se réduire aujourd'hui au scénario d'une catastrophe programmée. Quand il n'y a plus d'avenir on peut alors abandonner les préjugés réducteurs d'un passé révolu. C'est le moment de prendre le pouvoir sur ses propres conditions d'existence au cours de situations incertaines, par des pratiques libertaires en coopérant tous ensemble à l'auto-organisation d'une démocratie générale.

Lukas Stella est l'auteur d'*Abordages informatiques, croyances informatisées dans l'ordre des choses marchandes*, publié en 2002 (*Editions du Monde libertaire - Alternative Libertaire*), et de *Stratagèmes du changement, de l'illusion de l'in vraisemblable à l'invention des possibles*, paru en 2009 (*Editions Libertaires*).

ISBN : 978-2-296-56906-5

12,50 €

